

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2016/27337]

21 DECEMBRE 2016. — Décret contenant le budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2017 (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Pour l'année budgétaire 2017, les recettes courantes de la Wallonie sont estimées à 11.367.888 milliers d'euros, conformément au Titre I du tableau annexé au présent décret.

Art. 2. Pour l'année budgétaire 2017, les recettes en capital de la Wallonie sont estimées à 904.303 milliers d'euros, conformément au Titre II du tableau annexé au présent décret.

Art. 3. Les impôts et les taxes perçus au profit de la Wallonie existant au 31 décembre 2016 seront recouvrés pendant l'année 2017 d'après les lois, décrets, arrêtés et tarifs qui en règlent l'assiette et la perception.

Art. 4. § 1^{er}. Le Ministre du Budget est autorisé à couvrir, par des emprunts, lesquels peuvent être émis tant en Belgique qu'à l'étranger, en euro qu'en monnaies étrangères :

1° le financement des dépenses budgétaires non couvertes par les recettes budgétaires;

2° le remboursement des emprunts et des obligations non encore amorties des emprunts libellés en euro ou en monnaies étrangères dont l'échéance finale se situe en 2017;

3° le remboursement par anticipation de tout ou partie d'emprunts libellés en euro ou en monnaies étrangères, conformément aux dispositions des arrêtés ministériels d'émission ou des conventions d'emprunt;

4° les opérations de gestion journalières du Trésor ou les opérations de gestion financière réalisées dans l'intérêt général du Trésor, en ce compris les placements nécessaires à leur bonne fin.

§ 2. Le Ministre du Budget est autorisé à convertir, avec l'accord des porteurs et aux conditions du marché, tout ou partie d'emprunts existants en emprunts du type « Billets de trésorerie à long terme » et d'en adapter l'échéance.

Art. 5. Le Ministre du Budget est autorisé :

1° à créer des billets de trésorerie ou d'autres instruments de financement portant intérêt, à concurrence du montant des emprunts à contracter et ce, aussi bien en Belgique qu'à l'étranger, en euro et en monnaies étrangères;

2° à conclure toute opération de gestion journalière du Trésor ou toute opération de gestion financière réalisée dans l'intérêt général du Trésor, en ce compris la conclusion de conventions de placement nécessaires à leur bonne fin, dans le respect du principe de prudence;

3° en ce qui concerne les emprunts privés émis par la Wallonie en Belgique ou à l'étranger, à adapter, en accord avec les prêteurs, les conditions et termes de remboursement;

4° en ce qui concerne les emprunts émis par la Wallonie en Belgique ou à l'étranger, à conclure des opérations financières de gestion visées à l'article 7, 2°.

Art. 6. Les dépenses provisoires relatives à la constitution d'actifs (emprunts publics et billets de trésorerie à long terme) et les coûts annexes ainsi que les recettes afférentes à la réalisation de ces actifs constitués, les dépenses annexes et les revenus en découlant peuvent être enregistrés sur des comptes financiers spéciaux ouverts à cette fin dans une institution financière de droit belge établie en Belgique avec laquelle la Wallonie a conclu une convention d'agent financier découlant légalement de l'utilisation d'instruments financiers visés à l'article 6, 1°, et notamment les dispositions de l'arrêté royal du 22 décembre 1995 relatif au contrôle des teneurs de comptes agréés pour la tenue de comptes de titres dématérialisés de l'État, des Communautés, des Régions, des provinces, des autorités locales ou des établissements publics.

Les actifs constitués peuvent aussi être inscrits en comptes titres spéciaux ouverts au nom du Trésor wallon à cette fin dans une institution financière de droit belge établie en Belgique avec laquelle la Wallonie a conclu une convention d'agent financier découlant légalement de l'utilisation d'instruments financiers visés à l'article 6, 1°, et notamment les dispositions de l'arrêté royal du 22 décembre 1995 relatif au contrôle des teneurs de comptes agréés pour la tenue de comptes de titres dématérialisés de l'État, des Communautés, des Régions, des provinces, des autorités locales ou des établissements publics.

Art. 7. Le Ministre du Budget est autorisé à porter en déduction des charges d'emprunts de la Wallonie :

1° les revenus de placements de produits d'emprunts en euro effectués dans le cadre des opérations de gestion du Trésor visées à l'article 5, 1° et 2°;

2° les revenus ou capitaux attribués à la Wallonie suite à des opérations de gestion du Trésor en matière de "swap" d'intérêts, d'arbitrages, de couvertures de risque telles que les options ou autres opérations réalisées au moyen d'emprunts de la Wallonie et aux fins d'en alléger les charges financières.

Art. 8. Les soldes de trésorerie de l'ex-OWDR peuvent être affectés à l'article 76.01 de la division 15 (Fonds en matière de politique foncière agricole).

Art. 9. A l'article D.361, § 1^{er}, du décret du 27 mars 2014 relatif au Code wallon de l'Agriculture, il est ajouté un 6° libellé comme suit :

« 6° les recettes provenant de l'attribution, dans le cadre d'un aménagement foncier, des biens immobiliers agricoles acquis par la Région wallonne, en application de l'article D.288, § 2, alinéa 6, moyennant attribution de la soulte prévue à l'article D.288, § 3. ».

Art. 10. § 1^{er}. Une redevance est prélevée en vue du financement des frais encourus par la CWaPE dans la mise en œuvre du mécanisme de certificats verts visé à l'article 37 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité.

§ 2. La redevance est due par les producteurs d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables et/ou de cogénération de qualité faisant appel auprès de la CWaPE à l'octroi de certificats verts exploitant une installation d'une puissance nominale supérieure à 10 kilowatts (kW).

§ 3. La redevance est due par mégawattheure (MWh) dont un relevé d'index communiqué à la CWaPE à partir du 1^{er} janvier 2014 atteste la production et qui entre en ligne de compte pour l'octroi de certificats verts. Le taux unitaire de la redevance, exprimé en euro par mégawattheure (euro/MWh), est égal à la valeur d'une fraction, dont le numérateur est égal à 1.800.000 euros et le dénominateur est le nombre total estimé de MWh générés par les producteurs redevables du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2017.

Art. 11. § 1^{er}. La CWaPE estime les productions d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables et/ou de cogénération de qualité des redevables, en fonction des caractéristiques techniques des installations, des données historiques et des éléments extérieurs influençant la production.

La CwaPE calcule à partir de la production totale ainsi estimée le taux unitaire de redevance pour l'année 2017. Ce taux est applicable de manière uniforme à l'ensemble des redevables.

La CwaPE publie le taux de la redevance.

Art. 12. Le producteur s'acquitte de la redevance dans les deux mois de l'envoi des factures. Sous réserve d'erreurs matérielles, le retard de paiement rend de plein droit indisponibles les avoirs en comptes-titres de ce producteur auprès de la CWaPE. La CWaPE est habilitée à poursuivre auprès des débiteurs défaillants le recouvrement de la redevance.

La présente redevance est à charge des producteurs d'électricité verte redevables au sens de l'article 9 et ne peut être répercutée sur les consommateurs.

Art. 13. En application de l'article 6, 3°, du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, le recouvrement des recettes non fiscales peut être abandonné par le receveur lorsque le coût du recouvrement est supérieur au montant du droit constaté.

Art. 14. L'article 253, 5°, du Code des impôts sur les revenus 1992, remplacé par la loi du 6 juillet 1994 et modifié par les décrets des 6 décembre 2001 et 22 octobre 2003, est remplacé par ce qui suit :

« 5° des biens immobiliers situés en Région wallonne et repris dans le périmètre d'un site Natura 2000, d'une réserve naturelle ou d'une réserve forestière ou repris dans le périmètre d'un site candidat au réseau Natura 2000 et soumis au régime de protection primaire; ».

CHAPITRE II. — Mesures en matière de droits d'enregistrement

Section 1^{re}. — Modifications apportées aux dispositions du Chapitre IV « Fixation des droits » du Code des droits d'enregistrement

Sous-section 1^{re}. — Transmission d'entreprise

Art. 15. Dans l'article 140bis du même Code, le paragraphe 1^{er}, 1°, alinéa 3, inséré par le décret du 10 décembre 2009, modifié par le décret du 10 mai 2012, est remplacé par ce qui suit :

« En cas de transmission de terres agricoles à l'exploitant ou au co-exploitant de l'activité agricole qui y est exercée, ainsi qu'en ligne directe, entre époux et cohabitants légaux, faisant suite à une transmission de toute quotité de l'activité agricole qui y est exercée, ces terres sont néanmoins considérées comme des biens composant une universalité de biens, une branche d'activité ou un fonds de commerce au moyen desquels le donateur, seul ou avec d'autres personnes, exerce, au jour de la donation, une activité agricole, à la condition que ces terres fassent l'objet, à la date de la donation, d'un bail à ferme conformément à la Section 3 du Livre III, Titre VIII, Chapitre II, du Code civil. Dans ce cas, l'entreprise, au sens des conditions du paragraphe 2, 1°, et de l'article 140quinquies, § 1^{er}, 1°, 2° et 3°, est l'entreprise agricole de l'exploitant effectif de l'activité agricole qui est exercée sur ces terres, en considérant cette entreprise dans son entièreté et dans sa situation après transfert des terres. Toutefois, pour la transmission par donation de terres agricoles d'une surface supérieure à 150 hectares, le taux visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, est porté à 3% et la condition d'exploitation agricole de ces terres est portée à 15 ans. Pour la détermination de ces 150 hectares, il est tenu compte des terres qui ont été transmises par donation dans les 5 années antérieures sous le régime de la transmission d'entreprise.

Art. 16. Dans l'article 140quinquies du même Code, au paragraphe 2, inséré par la loi du 22 décembre 1998, modifié par le décret du 3 février 2005, par le décret du 15 décembre 2005, les mots « et de l'article 140bis § 1^{er}, 1^o, alinéa 3 » sont insérés entre les mots « les conditions du § 1^{er} » et les mots « ne sont plus remplies ».

Art. 17. Dans l'article 140sexies du même Code inséré par la loi du 22 décembre 1998, modifié par le décret du 3 février 2005, modifié par le décret du 15 décembre 2005, un alinéa 2 est ajouté, lequel est rédigé comme suit :

« Le(s) continuateur(s) qui a(ont) bénéficié de la réduction du droit prévue à l'article 140bis, § 1^{er}, 1^o, alinéa 3, peut (peuvent) offrir de payer le droit dû conformément aux articles 131 à 140 majoré de l'intérêt légal au taux fixé en matière civile, exigible à compter de la date de l'enregistrement de la donation avant l'expiration du délai prévu à l'article 140bis, § 1^{er}, 1^o, alinéa 3. ».

Art. 18. Dans l'article 140septies du même Code inséré par la loi du 22 décembre 1998, modifié par le décret du 3 février 2005, abrogé par le décret du 15 décembre 2005, rétabli par le décret du 30 avril 2009, est ajouté un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Le droit exigible conformément à l'article 140quinquies, § 2, n'est toutefois pas exigible dans le cas où le droit réel sur les biens ayant bénéficié du droit réduit fait l'objet d'une transmission à titre gratuit en faveur du donateur initial avant l'expiration du délai de 15 ans pendant lequel la condition visée à l'article 140bis, § 1^{er}, 1^o, alinéa 3. ».

CHAPITRE III. — Mesures en matière de droit de succession

Art. 19. Dans l'article 60bis du Code des droits de succession, le paragraphe 1^{er}, 1^o, alinéa 3, inséré par le décret du 17 décembre 1997, remplacé par le décret du 15 décembre 2005, modifié par le décret du 30 avril 2009, modifié par le décret du 10 décembre 2009, modifié par le décret du 10 mai 2012, est remplacé par le texte suivant :

« En cas de transmission successorale de terres agricoles à l'exploitant ou au co-exploitant de l'activité agricole qui y est exercée, ainsi qu'en ligne directe, entre époux et cohabitants légaux, faisant suite à une transmission de toute quotité de l'activité agricole qui y est exercée, ces terres sont néanmoins considérées comme des biens composant une universalité de biens, une branche d'activité ou un fonds de commerce au moyen desquels le de cujus, seul ou avec d'autres personnes, exerçait, au jour du décès, une activité agricole, à la condition que ces terres fassent l'objet, à la date du décès, d'un bail à ferme conformément à la Section 3 du Livre III, Titre VIII, Chapitre II, du Code civil. Dans ce cas, l'entreprise, au sens des conditions du paragraphe 1^{er}bis, 1^o, et du § 3, 1^o, 2^o et 3^o, est l'entreprise agricole de l'exploitant effectif de l'activité agricole qui est exercée sur ces terres, en considérant cette entreprise dans son entièreté et dans sa situation après transfert des terres. Toutefois, pour la transmission de terres agricoles d'une surface supérieure à 150 hectares, le taux visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, est porté à 3% et la condition d'exploitation agricole de ces terres est portée à 15 ans à partir du décès. Pour la détermination de ces 150 hectares, il est tenu compte des terres qui ont été transmises par donation dans les 5 années antérieures au décès cumulées à celles reçues par succession. ».

Art. 20. Dans l'article 60bis du même Code, l'alinéa 1^{er} du paragraphe 4, inséré par le décret du 3 février 2005, remplacé par le décret du 15 décembre 2005, modifié par le décret du 30 avril 2009, est complété par ce qui suit :

« et dans le cas d'une transmission successorale visée paragraphe 1^{er}, 1^o, alinéa 3, lorsqu'ils ont cessé d'exploiter avant l'expiration du délai de quinze ans prescrit par paragraphe 1^{er}, 1^o, alinéa 3, tout ou partie des terres visées au paragraphe 1^{er}, 1^o, alinéa 3. ».

Art. 21. A l'article 60bis du même Code, le paragraphe 5 est complété par un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Les alinéas 1 et 2 s'appliquent mutatis mutandis au régime établi par le paragraphe 1^{er}, 1^o, alinéa 3, avant l'expiration du délai de 15 ans prévu par cette disposition. ».

CHAPITRE IV. — Politique de l'eau

Art. 22. L'article D.267, alinéa 2, du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau est remplacé comme suit :

« La taxe unitaire par mètre cube d'eau usée déversé, visée à l'article D.259, 2^o, est fixée à :

- 1,935 euro du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015;

- 2,115 euro à partir du 1^{er} janvier 2016. ».

Art. 23. A l'article D.330-1 du même Livre, les mots « hormis la taxe visée à l'article D.267 » sont insérés entre les mots « Code » et « est ».

CHAPITRE V. — Dispositions modifiant le décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes

Art. 24. A l'article 5 du décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, le paragraphe 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Le montant de la taxe sur la mise en C.E.T. des déchets est fixé à 100 euros/tonne ».

Au paragraphe 2 du même article, après les mots « s'il s'agit de déchets dangereux » sont insérés les mots « ou de déchets combustibles ».

Art. 25. A l'article 6, § 1^{er}, du même décret, un point 13 est inséré, libellé comme suit :

« 13° 55 euros/tonne, s'agissant de déchets non combustibles pour lesquels un autre taux réduit n'est pas d'application en vertu du présent article. Une liste de déchets présumés combustibles ou non combustibles peut être arrêtée par le Gouvernement. Les déchets présentant un taux de perte au feu supérieur à 10 % et une teneur en carbone organique total supérieure à 6 % sont réputés combustibles et exclus du bénéfice de ce taux ».

Art. 26. A l'article 26/1, alinéa 1^{er}, du même décret fiscal, les mots « Pour l'année civile 2016 » sont remplacés par les mots « Pour les années 2016 à 2021 ».

Art. 27. Dans le même décret fiscal, un article 26/5 est ajouté, libellé comme suit :

« Art. 26/5. Lorsque le redevable choisit de conclure avec le Gouvernement une convention organisant sa contribution à la politique régionale de prévention, de réutilisation et de gestion des déchets soumis à l'obligation de reprise, la taxe est acquittée par voie transactionnelle.

La convention visée à l'alinéa 1^{er} comporte au minimum, pour chaque année concernée :

1° l'engagement du redevable à mettre à disposition une contribution annuelle par habitant d'un montant correspondant au moins au montant de la taxe;

2° les modalités de versement de la contribution;

3° les modalités de concertation concernant l'affectation de la contribution;

4° une liste d'actions régionales financées par la contribution.

Le nombre d'habitants est fixé par les statistiques de population les plus récentes disponibles au 1^{er} janvier de chaque année.

La mise en œuvre de la convention fait l'objet, par redevable, d'une évaluation et d'un rapport annuel de l'Administration, présenté au Gouvernement.

En cas d'inexécution par le redevable d'une ou de plusieurs des obligations contenues dans la convention, le Gouvernement peut mettre un terme à la convention avant son échéance ».

Art. 28. A l'article 53 du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, la disposition suivante est insérée :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, en cas de recours judiciaire, toute taxe en matière de déchets, augmentée de l'amende, des intérêts et des frais éventuels est considérée comme une dette liquide et certaine pouvant être recouvrée par toutes voies d'exécution ».

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 29. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2017.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 21 décembre 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,
M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,
P. FURLAN

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité
et des Transports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
C. LACROIX

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

—
Note

(1) *Session 2016-2017*

Documents du Parlement wallon, 626 (2016-2017) N^{os} 1 à 5.

Compte rendu intégral, séance plénière du 21 décembre 2016.

Discussion.

Vote.

Budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2017

(en milliers EUR)

Ministre ordonnateur	Article	DESIGNATION DES PRODUITS	Estimations initiales Budget initial 2017	
			Par article	Total
		TITRE I - RECETTES COURANTES		
		Secteur I - Recettes fiscales		
		Recettes fiscales spécifiques - Division organique 15 Agriculture, ressources naturelles et environnement		
CD	36 01 20	Taxes sur le versement des eaux usées, sur les charges environnementales et sur les prélèvements d'eau souterraine potabilisable, redevances et contributions de prélèvement sur les prises d'eau perçues en vertu du Code de l'eau (recettes affectées au Fonds pour la protection de l'Environnement, section protection des eaux : article de base 01.03, programme 13, division organique 15 et au Fonds de solidarité international pour l'Eau : article de base 01.04, programme 13, division organique 15)	53 872	
CD	36 01 70	(Modifié) Taxes et redevances perçues en vertu du décret du 25 juillet 1991 sur les déchets (recettes affectées au Fonds pour la gestion des déchets : article de base 01.01, programme 15, division organique 15)	26 800	
CD	36 02 70	Taxes et redevances perçues en vertu du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement (recettes affectées au Fonds pour la protection de l'Environnement : article de base 01.03, programme 13, division organique 15)	260	
CD	36 03 70	(Modifié) Taxes sur les organismes exécutant des obligations de reprise (recettes affectées au Fonds pour la gestion des déchets : article de base 01.01, programme 15, division organique 15)	3 000	
CD	38 01 50	Sommes perçues en vertu du décret du 5 juin 2008 relatif à la répression des infractions en matière d'environnement (recettes affectées au Fonds pour la protection de l'Environnement : article de base 01.03, programme 13, division organique 15)	650	
		<i>Total Division organique 15 Dont recettes affectées</i>		84 582 84 582
		Recettes fiscales spécifiques - Division organique 16 Aménagement du territoire, logement, patrimoine et énergie		
CD	36 01 90	(Modifié) Taxes sur les sites d'activité économique désaffectés (recettes affectées au Fonds des sites d'activités économiques à réhabiliter et des sites de réhabilitation paysagère et environnementale : article de base 01.01, division 16, programme 03)	258	
FU	36 02 90	Taxe sur les mâts éoliens	0	
CD	36 03 90	(Nouveau) Taxe sur les bénéfices résultant de la planification en application de l'article D.VI.48 du CoDT (recettes affectées au fonds des sites d'activités économiques à réhabiliter et des sites de réhabilitation paysagère et environnementale : article de base 01.01., division 16, programme 03)	0	
		<i>Total Division organique 16 Dont recettes affectées</i>		258 258
		Recettes fiscales spécifiques - Division organique 17 Pouvoirs locaux, action sociale et santé		
FU	36 01 90	Taxe sur les mâts, pylônes ou antennes affectés à la réalisation, directement avec le public, d'une opération mobile de télécommunications par l'opérateur d'un réseau public de télécommunications	21 945	
		<i>Total Division organique 16 Dont recettes affectées</i>		21 945 0
		Recettes fiscales générales - Division organique 19 Budget, logistique et technologies de l'information et de la communication		
LA	36 01 40	Droits d'enregistrement sur les transmissions à titre onéreux de biens immeubles	1 028 954	
LA	36 02 40	Droits d'enregistrement sur la constitution d'une hypothèque sur un bien immeuble situé en Belgique	116 855	
LA	36 03 40	Droits d'enregistrement sur les partages partiels ou totaux de biens immeubles situés en Belgique, les cessions à titre onéreux entre copropriétaires, de parties indivises de tels biens	23 813	
LA	36 01 60	Taxe de circulation sur les véhicules automobiles	454 024	
LA	36 02 60	(Modifié) Taxe de mise en circulation (y compris eco-malus)	116 250	
LA	36 01 80	Taxes sur les logements abandonnés	0	
LA	36 02 90	Taxe sur les jeux et paris	23 000	
LA	36 03 90	Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	18 800	
LA	36 04 90	Taxe d'ouverture des débits de boissons fermentées	0	
LA	36 05 90	Redevance radio et télévision	100 145	
LA	36 07 90	Taxes sur les automates	19 502	
LA	37 01 0	Précompte immobilier	34 783	
LA	37 02 0	(Modifié) Intérêts et amendes sur impôts régionaux (article 6 §5 de la loi spéciale du 13 juillet 2001 et DGO7)	14 839	
LA	56 01 50	Droits d'enregistrement sur les donations entre vifs de biens meubles ou immeubles	123 851	
		<i>Total Division organique 19 Dont recettes affectées</i>		2 074 816 0
		<i>Total Secteur I Dont recettes affectées</i>		2 181 601 84 840
		Secteur II - Recettes générales non fiscales		
		Recettes générales - Division organique 09		
LA	11 1 11	Recettes relatives au personnel FWB d'eWbs	1 867	
		<i>Total Division organique 09 Dont recettes affectées</i>		1 867 0

		Recettes générales - Division organique 10			
PM	16 01 12	Produit d'études et vente de publications dans le domaine des statistiques		0	
PM	16 02 12	Frais d'inscription à des manifestations organisées par la Région		0	
PM	38 01 50	Fonds budgétaire en matière de Loterie (recettes affectées au Fonds budgétaire en matière de Loterie : article de base 01.01, programme 03, division organique 10)		4 503	
			<i>Total Division organique 10</i>		4 503
			<i>Dont recettes affectées</i>		4 503
		Recettes générales - Division organique 11			
		Personnel et affaires générales			
LA	11 01 11	Remboursements en relation avec les dépenses exposées pour les traitements, allocations et charges sociales des agents du SPW		2 000	
LA	11 02 11	(Nouveau) Remboursement rémunérations cofinancées par l'Europe		3 255	
LA	11 03 11	Remboursement au SPW des traitements et allocations des Receveurs régionaux		11 276	
LA	11 01 40	Cotisation du personnel du SPW à l'achat de titres-repas		30	
			<i>Total Division organique 11</i>		16 561
			<i>Dont recettes affectées</i>		0
		Recettes générales - Division organique 12			
		Budget, logistique et technologies de l'information et de la communication			
LA	06 01 00	Produits divers		10 000	
LA	06 02 00	Remboursement de sommes indûment payées		4 000	
LA	08 01 10	Remboursement des sommes en relation avec les dépenses exposées par les organes de contrôle de la Région auprès des O.I.P. soumis aux lois des 10 juin 1937 et 16 mars 1954 et auprès des autres organismes pararégionaux		0	
LA	11 01 11	Recettes relatives au personnel FWB de la nouvelle CIF		250	
LA	12 01 11	Versement par les comptables opérant au moyen d'avances de fonds des sommes non utilisées		3 000	
LA	16 03 12	Récupération de sommes en relation avec les dépenses de matériel et de services exposées pour le fonctionnement des administrations, y compris le produit de la vente des biens désaffectés		10	
LA	16 04 12	Produit de la vente de biens non durables et de services		0	
LA	16 05 12	Recettes courantes découlant de la gestion du patrimoine régional		0	
LA	16 06 12	Produits de la location de biens non spécifiques		500	
LA	26 01 10	Intérêts de placements		0	
LA	26 02 10	Produit des opérations d'excédents d'émissions d'emprunts		0	
LA	38 01 00	Récupération des créances contentieuses		800	
LA	38 01 10	Prélèvement des cautions et produits des cautions après faillite		10	
LA	38 02 10	Produit des retenues et des pénalités pour retard appliquées à des adjudicataires		80	
LA	46 01 40	Contribution du Fonds d'égalisation des budgets de la Région wallonne		0	
LA	49 02 24	Moyens transférés par la Communauté française		355 922	
LA	49 03 24	Moyens complémentaires transférés par la Communauté française (à supprimer)		0	
LA	49 04 24	Moyens transférés par la Communauté française - Calcul définitif exercice antérieur		3 406	
LA	49 05 24	Dotations exceptionnelles de la Communauté française (à supprimer)		0	
LA	49 05 41	Moyens liés aux compétences transférées		2 590 417	
LA	49 06 24	Moyens perçus de la CFWB (accords de la Sainte Emilie)		3 454 465	
LA	49 01 41	Arriérés des recettes dues à la Région par la Régie des Bâtiments		0	
LA	49 02 41	Dotations Fédéral groupe jeux et paris		3 703	
LA	49 04 41	Dotations Fédéral TC/TMC		6 312	
LA	49 01 42	Partie attribuée de l'impôt sur les personnes physiques		0	
LA	49 02 42	Partie attribuée de l'impôt sur les personnes physiques - Calcul définitif exercice antérieur		0	
LA	49 03 42	Partie attribuée de l'impôt sur les personnes physiques - recettes d'additionnels sous réductions des dépenses fiscales liées		2 569 182	
LA	49 01 43	Dégrèvement fiscaux		0	
LA	49 02 43	Recettes des amendes routières		43 902	
			<i>Total Division organique 12</i>		9 045 959
			<i>Dont recettes affectées</i>		0
		Recettes générales - Division organique 15			
		Agriculture, ressources naturelles et environnement			
CD	38 01 50	BEA - Recettes du compte redevances (recettes affectées au Fonds budgétaire pour le Bien être animal : article de base 01.02, programme 03, Division organique 15)		7	
CD	38 02 50	Amendes administratives perçues en application des dispositions de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux et de ses arrêtés d'exécution (recettes affectées au Fonds budgétaire pour le Bien être animal : article de base 01.02, programme 03, Division organique 15)		8	
			<i>Total Division organique 15</i>		15
			<i>Dont recettes affectées</i>		15
		Recettes générales - Division organique 16			
		Aménagement du territoire, logement, patrimoine et énergie			
			<i>Total Division organique 16</i>		0
			<i>Dont recettes affectées</i>		0
		Recettes générales - Division organique 17			
		Pouvoirs locaux, action sociale et santé			
			<i>Total Division organique 17</i>		0
			<i>Dont recettes affectées</i>		0
			Total Secteur II		9 068 905
			Dont recettes affectées		4 518

		Secteur III - Recettes spécifiques			
		Recettes spécifiques - Division organique 10			
CD	16 01 11	(Modifié) Produit de la vente de données et de services en matière de Géomatique		46	
		<i>Total Division organique 10</i>			46
		<i>Dont recettes affectées</i>			0
		Recettes spécifiques - Division organique 12			
		Budget, logistique et technologies de l'information et de la communication			
LA	21 01 10	Remboursement des versements provisionnels excédentaires des intérêts de la dette		0	
LA	26 01 10	Différentiel d'intérêts d'emprunts contractés par la SWCS pour le financement des programmes d'activité 1986 et 1987		204	
		<i>Total Division organique 12</i>			204
		<i>Dont recettes affectées</i>			0
		Recettes spécifiques - Division organique 13			
		Routes et bâtiments			
PR	16 01 11	Recettes résultant des prestations externes des bureaux d'études du Service public de Wallonie (recettes affectées au Fonds des études techniques : article de base 01.04, programme 02, division organique 13)		2 175	
PR	16 01 12	Produit de la location de biens		220	
MA	28 01 10	Revenus liés à l'exploitation des réseaux de télécommunications		60	
PR	28 02 10	Redevances liées à l'exploitation des établissements annexes situés sur le réseau routier		0	
FU	36 01 90	(Modifié) Fonds budgétaire pour la promotion et le développement de l'activité hippique (recettes affectées au Fonds budgétaire pour la promotion et le développement de l'activité hippique : article de base 01.01, programme 11, division organique 13)		800	
PR	36 02 90	Remboursements effectués par des tiers en matière d'avaries au domaine public du réseau routier et autoroutier de la Région - Produit des redevances et autorisations domaniales consenties sur les routes et autoroutes (recettes affectées au Fonds du trafic routier : article de base 01.01, programme 02, division organique 13)		15 469	
PR	38 01 50	Prescriptions immédiates, transactions et amendes liées aux infractions à la réglementation de la sécurité routière qui relève de la compétence des régions (recettes affectées au Fonds des infractions routières régionales : article de base 01.02, programme 02, division organique 13)		300	
PR	39 01 10	Programme CEE Infrastructure Transports - Routes		0	
		<i>Total Division organique 13</i>			19 024
		<i>Dont recettes affectées</i>			18 744
		Recettes spécifiques - Division organique 14			
		Mobilité et voies hydrauliques			
RC	06 01 00	Recettes provenant de l'activité des aéroports		0	
PR	16 02 11	Recettes provenant de l'activité des barrages régionaux		100	
CD	16 02 12	Produit de la location des biens gérés par l'administration des transports		0	
CD	16 03 12	Recettes provenant des abonnements de transport d'élèves		0	
RC	16 04 12	Produit de la location de biens		122	
PR	28 03 10	Remboursements effectués par des tiers en matière d'avaries au domaine public du réseau des Voies hydrauliques - Produit des redevances et des autorisations domaniales consenties sur les cours d'eau (recettes affectées au Fonds du trafic fluvial : article de base 01.02, programme 11, division organique 14)		2 000	
CD	38 01 30	Recettes provenant des récupérations par suite de dommages causés aux véhicules assurant le transport scolaire		5	
PR	39 02 10	Programme CEE Infrastructure Transports - Voies hydrauliques		0	
PR	39 03 10	Recettes diverses perçues en matière de sécurité routière (recettes affectées au Fonds de la sécurité routière : article de base 01.06,		9 270	
		<i>Total Division organique 14</i>			11 497
		<i>Dont recettes affectées</i>			11 270
		Recettes spécifiques - Division organique 15			
		Agriculture, ressources naturelles et environnement			
FU	36 06 90	Produits de la gestion des quotas d'émission de gaz à effet de serre perçus en vertu du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto, modifié par le décret du 22 juin 2006 (recette affectée au Fonds wallon Kyoto : article de base 01.02 programme 13, division organique 15)		40 000	
RC	16 03 11	Recettes provenant du comptoir forestier		180	
RC	16 05 11	Prélèvement sur le produit des coupes de bois de la forêt indivise de l'ancienne «Gruerie d'Arlon» (loi domaniale du 26 juillet 1952, article 7) (recette affectée au Fonds pour la gestion des forêts de l'ancienne «Gruerie d'Arlon» : article de base 01.02, programme 11, division organique 15)		91	
RC	16 06 11	Prélèvement sur le produit des coupes de bois dans la forêt indivise d'Herbeumont (loi domaniale du 1er juillet 1983, article 1er, 16) (recette affectée au Fonds pour la gestion de la forêt d'Herbeumont : article de base 01.03, programme 11, division organique 15)		35	
RC	16 07 11	Produit de la vente de coupes de bois et de chablis		11 000	
RC	16 08 11	Quote-part régionale du produit de la vente des coupes de bois dans les forêts indivises		511	
CD	16 09 11	(Nouveau) Vente de services (recettes affectées au Fonds pour la gestion des déchets: article de base 01.01, programme 15, division organique 15)		10	
CD	16 10 11	(Nouveau) Produits divers (recettes affectées au Fonds pour la gestion des déchets: article de base 01.01, programme 15, division organique 15)		500	
CD	16 11 11	(Nouveau) Redevances pour les documents relatifs aux transferts (recettes affectées au Fonds pour la gestion des déchets: article de base 01.01, programme 15, division organique 15)		700	
CD	16 12 11	(Nouveau) Contribution du secteur agricole aux frais de destruction et de transformation des cadavres d'animaux d'élevage (recettes affectées au Fonds pour la gestion des déchets: article de base 01.01, programme 15, division organique 15)		770	
CD	16 13 11	(Nouveau) Contribution des intercommunales dans le fonctionnement du réseau « dioxines » (recettes affectées au Fonds pour la gestion des déchets: article de base 01.01, programme 15, division organique 15)		400	
CD	16 14 11	(Nouveau) Recettes co-incinération marché d'intérêt général (recettes affectées au Fonds pour la gestion des déchets: article de base 01.01, programme 15, division organique 15)		2 200	
RC	16 05 12	Ventes de venaisons et contributions des invités aux Chasses de la Couronne		20	
CD	16 06 12	Contribution dans le cadre des prestations pour l'identification et l'enregistrement des chiens (recettes affectées au Fonds budgétaire pour le Bien être animal : article de base 01.02, programme 03, Division organique 15)		170	
RC	26 02 10	Intérêts créditeurs payés par des débiteurs des comités de remembrement ou d'aménagement foncier bénéficiaires d'un remboursement échelonné de leur solde de compte		5	
RC	28 01 30	Produits résultant de la propriété des biens immobiliers acquis dans le cadre de la politique foncière agricole (recettes affectées au Fonds budgétaire en matière de politique foncière agricole: article de base 01.02, programme 12, division organique 15)		128	
RC	28 02 30	Produit de la location du droit de chasse		1 600	
RC	31 01 32	Remboursement de subsides et d'avances dans le cadre de programmes ou de projets de recherches scientifiques et techniques		0	
RC	31 02 32	Recettes perçues en vertu du dispositif budgétaire (recettes affectées au Fonds budgétaire S.I.G.E.C. : article de base 01.04, programme 04, division organique 15)		130	

RC	31	03	32	Rétributions forfaitaires liées au Réseau d'information comptable agricole	77	
RC	36	03	90	Redevances et rétributions perçues en vertu du Code wallon de l'Agriculture, article D.193 (recettes affectées au Fonds budgétaire pour la qualité des produits animaux et végétaux : article de base 01.01, programme 03, Division organique 15)	625	
RC	37	01	70	Part régionale du produit des permis de pêche, de chasse, de tenderie et des examens y relatifs	4 220	
CD	37	02	70	Droits de dossier perçus en vertu de l'article 22 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 tendant à prévenir la pollution atmosphérique provoquée par les installations de chauffage central destiné au chauffage de bâtiments ou à la production d'eau chaude sanitaire et à réduire leur consommation énergétique (recettes affectées au Fonds pour la protection de l'Environnement : article de base 01.03, programme 13, division organique 15)	200	
CD	37	03	70	Droits de dossier perçus pour la délivrance de l'extrait conforme de la banque de données de l'état des sols (recettes affectées au Fonds pour la protection de l'Environnement : article de base 01.03, programme 13, division organique 15)	3 045	
CD	37	04	70	(Nouveau) Droits de dossier liés à l'introduction d'une étude ou d'un projet d'assainissement des sols (recettes affectées au Fonds pour la protection de l'Environnement : article de base 01.03, programme 13, division organique 15)	27	
CD	38	01	10	Produits de contributions provenant des distributeurs, des organismes d'assainissement agréés et de la S.P.G.E. sur base volontaire et de divers dons et legs au Fonds de solidarité international pour l'Eau (recette affectée au Fonds de solidarité international pour l'Eau : article de base 01.04, programme 13, division organique 15)	0	
CD	38	02	50	Divers dons et legs au Fonds pour le Bien être animal (recettes affectées au Fonds budgétaire pour le Bien être animal : article de base 01.02, programme 03, Division organique 15)	0	
CD	38	03	50	(Modifié) Recettes perçues au titre de l'intervention de l'organisme en charge de l'obligation de reprise des déchets ménagers en application de l'article 13 §1er, 12° de l'accord de coopération du 4 novembre 2008 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages (recettes affectées au Fonds pour la gestion des déchets : article de base 01.01, programme 15, division organique 15)	1 975	
CD	46	01	40	(Nouveau) Remboursement de subventions excédentaires (recettes affectées au Fonds pour la gestion des déchets - section Fost Plus : article de base 01.01, programme 15, division organique 15)	0	
CD	49	01	10	Remboursement des avances consenties dans le cadre de projet européen et relatives à la partie cofinancée par la CEE (recettes affectées au Fonds pour la Protection de l'Environnement : article de base 01.03, programme 13, division organique 15)	625	
				<i>Total Division organique 15</i>		69 244
				<i>Dont recettes affectées</i>		51 631
				Recettes spécifiques - Division organique 16		
				Aménagement du territoire, logement, patrimoine et énergie		
FU	26	03	10	Intérêts sur avances récupérables et participation aux bénéfices d'exploitation des entreprises en matière de politique générale de l'énergie	0	
FU	26	04	10	Intérêts sur avances récupérables en matière de logement	278	
CD	28	04	10	Redevances liées aux autorisations de voiries	0	
FU	28	01	20	Dividendes provenant de la participation de la Région dans le capital des sociétés agréées de logement	0	
FU	34	01	41	Participation bénéficiaire versée à la Région par l'organisme qui couvre l'assurance contre le risque de perte de revenus	150	
FU	36	04	90	Recettes résultant des amendes administratives visées à l'article 13ter du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable ainsi que des sanctions visées à l'article 190, §3 du même Code (recettes affectées au Fonds régional pour le relogement) : article de base 01.01, programme 12, division organique 16	75	
FU	36	05	90	Recettes résultant des amendes administratives perçues en vertu des articles 200bis et 200ter du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable	210	
PR	36	05	91	(Nouveau) Recettes en provenance de la Ville de Namur et d'Interparking dans le cadre du projet Grognon	750	
FU	36	08	10	(Nouveau) Contribution de la Société wallonne du Crédit social et du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie à la rémunération du personnel en charge des missions d'Audit	300	
FU	38	02	10	Produit de diverses amendes et redevances liées à l'organisation des marchés de l'électricité et du gaz et moyens attribués au Fonds en vertu de dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles en vue de financer les obligations de service public dans le marché de l'électricité et du gaz (recettes affectées au Fonds Energie : article de base 01.01, programme 31, division organique 16)	15 000	
				<i>Total Division organique 16</i>		16 763
				<i>Dont recettes affectées</i>		15 075
				Recettes spécifiques - Division organique 17		
				Pouvoirs locaux, action sociale et santé		
PR	11	02	11	Remboursements inhérents à la prise en charge des rémunérations du personnel des hôpitaux psychiatriques	0	
PR	39	04	10	Remboursement de cofinancement européen	0	
				<i>Total Division organique 17</i>		0
				<i>Dont recettes affectées</i>		0
				Recettes spécifiques - Division organique 18		
				Entreprises, emploi et recherche		
MA	16	09	11	Contrats de consultation	5	
MA	16	10	11	Location de bâtiments industriels en application de l'article 42 de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique	455	
MA	26	05	10	Intérêts résultant de l'octroi d'avances récupérables et de prêts obligatoires à des entreprises dans le cadre de leur développement et de leur restructuration	0	
MA	26	06	10	Intérêts sur avances récupérables : Classes moyennes, P.M.E., économie sociale	0	
MA	28	02	20	Participation aux bénéfices d'exploitation d'entreprises publiques ou privées	0	
MA	31	05	32	Récupération sur créances et contentieux : expansion, restructuration et développement des entreprises, zonings et zones d'emploi	0	
MA	31	06	32	Récupération sur créances et contentieux : Classes moyennes, P.M.E., économie sociale	80	
MA	31	07	32	Récupération de primes d'emploi sur base de la loi du 4 août 1978 et du décret du 25 juin 1992 modifiant la loi du 4 août 1978 de réorientation économique	2	
TI	36	01	90	Recettes générées dans le cadre de la délivrance des cartes professionnelles	62	
MA	38	01	20	Contributions liées à l'octroi de garanties régionales	0	
TI	38	10	00	Recettes générées dans le cadre des cautions titres services	0	
MA	49	02	41	Moyens supplémentaires accordés par le Fédéral dans le cadre du financement du secteur de l'économie sociale	0	
				<i>Total Division organique 18</i>		604
				<i>Dont recettes affectées</i>		0
				Total Secteur III		117 382
				Dont recettes affectées		96 720
				Total TITRE I		11 367 888
				Dont recettes affectées		186 078

		TITRE II - RECETTES DE CAPITAL			
		Secteur I - Recettes fiscales			
		Recettes fiscales générales - Division organique 19 Budget, logistique et technologies de l'information et de la communication			
LA	56 02 50	Droits de succession et de mutation par décès		825 301	
		<i>Total Division organique 19 Dont recettes affectées</i>			825 301 0
		<i>Total Secteur I Dont recettes affectées</i>			825 301 0
		Secteur II - Recettes générales non fiscales			
		Recettes générales - Division organique 12			
LA	06 01 00	Recettes diverses		30	
LA	06 02 00	Remboursement de sommes indûment payées		140	
LA	73 01 10	Récupération du coût des travaux et d'expropriations exposées pour compte de tiers		0	
LA	74 01 22	Versement par les comptables du Service Public de Wallonie opérant au moyen d'avances de fonds des sommes non utilisées		600	
LA	76 01 12	Produit de la vente d'emprises inutilisées		800	
LA	76 01 32	Produit de la vente d'immeubles		500	
LA	76 02 32	Produit de la vente d'immeubles découlant de la gestion immobilière des bâtiments et des implantations		0	
LA	77 01 20	Produit de la vente d'autres biens patrimoniaux		0	
LA	77 02 20	Produit de la vente de biens meubles durables désaffectés ou mis hors de service		100	
		<i>Total Division organique 12 Dont recettes affectées</i>			2 170 0
		<i>Total Secteur II Dont recettes affectées</i>			2 170 0
		Secteur III - Recettes spécifiques			
		Recettes spécifiques - Division organique 12 Budget, logistique et technologies de l'information et de la communication			
LA	06 01 00	Recettes résultant de la gestion énergétique immobilière du Service public de Wallonie (recettes affectées au Fonds de la gestion énergétique immobilière : article de base 01.01, programme 31, division organique 12)		0	
LA	96 01 10	Différentiel d'amortissement d'emprunts contractés par la SWCS pour le financement des programmes d'activité 1986-1987		2 863	
		<i>Total Division organique 12 Dont recettes affectées</i>			2 863 0
		Recettes spécifiques - Division organique 14 Mobilité et voies hydrauliques			
CD	16 01 11	Recettes exceptionnelles en matière de transport scolaire		45	
CD	57 01 20	Remboursement par la SRWT de plus values et du produit de la vente de biens immobiliers		0	
		<i>Total Division organique 14 Dont recettes affectées</i>			45 0
		Recettes spécifiques - Division organique 15 Agriculture, ressources naturelles et environnement			
RC	76 01 11	Produits résultant de la vente de bois domaniaux		4 000	
RC	76 01 32	Produits résultant de la vente et de l'attribution de biens immobiliers (recettes affectées au Fonds budgétaire en matière de politique foncière agricole : article de base 01.02, programme 12, division organique 15)		526	
RC	86 01 70	Produits résultant du recouvrement des sommes dues par les propriétaires, usufruitiers et exploitants au terme des opérations de remembrement ou d'aménagement foncier de biens ruraux		3 076	
RC	86 02 70	Produits résultant de la récupération des avances consenties pour les dépenses techniques relatives à l'application de la législation sur le remembrement ou d'aménagement foncier de biens ruraux		600	
		<i>Total Division organique 15 Dont recettes affectées</i>			8 202 526
		Recettes spécifiques - Division organique 16 Aménagement du territoire, logement, patrimoine et énergie			
FU	51 01 12	Remboursement des subventions accordées aux organismes publics et privés en matière de logement		0	
FU	53 01 10	Remboursement des aides au logement accordées aux particuliers		0	
CD	76 01 12	(Modifié) Produits de la revente de sites à réaménager et remboursement de subventions octroyées en matière d'aménagement opérationnel (recettes affectées au Fonds d'aménagement opérationnel de rénovation des sites wallons : article de base 51.05, programme 03, division organique 16)		100	
CD	76 02 12	(Modifié) Produits de la vente des terrains de la sucrerie de Genappe (recettes affectées au Fonds des sites d'activités économiques à réhabiliter et des sites de réhabilitation paysagère et environnementale : article de base 01.01., division 16, programme 03)		1 250	
CD	76 03 12	(Nouveau) Produits de la revente de sites à réaménager et des sites de réhabilitation paysagère et environnementale (recettes affectées au Fonds des sites d'activités économiques à réhabiliter et des sites de réhabilitation paysagère et environnementale : article de base 01.01., division 16, programme 03)		0	
FU	76 02 32	Produit de la vente de logements construits par l'ex-SDRW		0	
FU	86 01 10	Remboursement d'avances récupérables en matière de logement		857	

Art. 3 - Die am 31. Dezember 2016 bestehenden und zugunsten der Wallonie vereinnahmten Steuern und Abgaben werden während des Jahres 2017 gemäß den Gesetzen, den Dekreten, den Erlassen und den Sätzen erhoben, die die Steuerverwaltung und -erhebung regeln.

Art. 4 - § 1. Der Minister für Haushalt wird dazu ermächtigt, durch Anleihen, die sowohl in Belgien als auch im Ausland, in Euro oder in ausländischer Währung ausgeschrieben werden können, das Folgende zu decken:

1° die Finanzierung der Haushaltsausgaben, die nicht durch Haushaltseinnahmen gedeckt werden;

2° die Rückzahlung der Anleihen und der noch nicht getilgten Verbindlichkeiten der in Euro oder in ausländischer Währung ausgeschrieben Anleihen, deren endgültiger Ablauftermin auf 2017 festgesetzt ist;

3° die vollständige oder teilweise vorfristige Rückzahlung der in Euro oder in ausländischer Währung ausgeschrieben Anleihen, den jeweiligen Bedingungen der Ministerialerlasse zur Ausgabe von Anleihen oder der Darlehensvereinbarungen gemäß;

4° die täglichen Verwaltungsgeschäfte des Schatzamtes oder die im allgemeinen Interesse der Führung des regionalen Schatzamtes getätigten Finanzgeschäfte, einschließlich der notwendigen Anlagen zu ihrer günstigen Abwicklung.

§ 2. Der Minister für Haushalt wird dazu ermächtigt, im Einvernehmen mit den Inhabern und zu den Marktbedingungen die Gesamtheit oder einen Teil der bestehenden Anleihen in Anleihen der Art "langfristige Schatzanweisungen" umzuwandeln und deren Ablauftermin anzupassen.

Art. 5 - Der Minister für Haushalt wird ermächtigt:

1° zur Schaffung von Schatzanweisungen oder sonstigen zinsertäglichen Finanzierungsinstrumenten bis zur Höhe des Betrags der Anleihen, die sowohl in Belgien als auch im Ausland, in Euro oder in ausländischer Währung aufzunehmen sind;

2° zum Abschluss, unter Einhaltung des Vorsichtsgrundsatzes, der täglichen Verwaltungsgeschäfte des Schatzamtes oder der im allgemeinen Interesse dessen Führung getätigten Finanzgeschäfte, einschließlich zum Abschluss von Anlagenvereinbarungen, die zu ihrer günstigen Abwicklung notwendig sind;

3° was die durch die Wallonie in Belgien oder im Ausland ausgeschrieben Privatanleihen betrifft, zur Anpassung der Rückzahlungsbedingungen und -fristen im Einvernehmen mit den Geldgebern;

4° was die durch die Wallonie in Belgien oder im Ausland ausgeschrieben Anleihen betrifft, zum Abschluss von in Artikel 7 Ziffer 2 erwähnten Verwaltungsgeschäften.

Art. 6 - Die vorläufigen Ausgaben zur Aktivabildung (öffentliche Anleihen und langfristige Schatzanweisungen) und die Nebenkosten, sowie die mit der Verflüssigung dieser gebildeten Aktiva verbundenen Einnahmen, die Nebenausgaben und die sich daraus ergebenden Einkünfte können auf besondere Finanzkonten gebucht werden, die zu diesem Zweck in einem Geldinstitut belgischen Rechts eröffnet wurden. Dieses Geldinstitut muss in Belgien niedergelassen sein und mit der Wallonie ein Abkommen als finanzieller Vermittler abgeschlossen haben, als gesetzliche Folge der Verwendung der in Artikel 6 Ziffer 1 erwähnten Finanzierungsinstrumente und insbesondere der Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 22. Dezember 1995 bezüglich der Aufsicht über die Einrichtungen, die zur Führung der Konten von dematerialisierten Wertpapieren des Staates, der Gemeinschaften, der Regionen, Provinzen, lokalen Behörden und der öffentlichen Einrichtungen anerkannt sind.

Die gebildeten Aktiva können ebenfalls auf besondere Wertpapierkonten gebucht werden, die zu diesem Zweck im Namen des wallonischen Schatzamtes in einem Geldinstitut öffentlichen Rechts eröffnet wurden. Dieses Geldinstitut soll in Belgien niedergelassen sein und mit der Wallonie ein Abkommen als finanzieller Vermittler abgeschlossen haben, als gesetzliche Folge der Verwendung der in Artikel 6 Ziffer 1 erwähnten Finanzierungsinstrumente und insbesondere der Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 22. Dezember 1995 bezüglich der Aufsicht über die Einrichtungen, die zur Führung der Konten von dematerialisierten Titeln des Staates, der Gemeinschaften, der Regionen, Provinzen, lokalen Behörden und der öffentlichen Einrichtungen anerkannt sind.

Art. 7 - Der Minister für Haushalt wird dazu ermächtigt, das Folgende von den Anleihenlasten der Wallonie abziehen:

1° die Kapitalerträge von im Rahmen der in Artikel 5 Ziffer 1 und 2 erwähnten Verwaltungsgeschäfte des Schatzamtes getätigten Anleihen in Euro;

2° die Einkommen oder Gelder, die der Wallonie zugewiesen werden, und zwar infolge von Verwaltungsgeschäften des Schatzamtes in Sachen Zinsswaps, Arbitragegeschäfte, Risikodeckungen wie z.B. Optionen oder andere Geschäfte, die mittels Anleihen der Wallonie und zur Erleichterung deren Finanzlasten durchgeführt werden.

Art. 8 - Die Kassensaldi des ehemaligen "Office wallon des déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle) können Artikel 76.01 von Organisationsbereich 15 ("Fonds für die Bodenpolitik") zugewiesen werden.

Art. 9 - In Artikel D.361 § 1 des Dekrets vom 27. März 2014 zur Festlegung des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft wird eine Ziffer 6 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

"6° die Einnahmen aus der Zuweisung, im Rahmen einer Bodenumgestaltung, der in Anwendung von Artikel D.288 § 2 Absatz 6 von der Wallonischen Region erworbenen landwirtschaftlichen Immobiliengüter durch Zuweisung der in Artikel D.288 § 3 vorgesehenen Ausgleichzahlung.."

Art. 10 - § 1. Eine Gebühr wird zwecks der Finanzierung der Kosten erhoben, die von der CWaPE bei der Umsetzung des in Artikel 37 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts erwähnten Mechanismus der grünen Zertifikate getragen werden.

§ 2. Die Gebühr ist durch die Erzeuger von Strom aus erneuerbaren Energieträgern oder hochwertiger Kraft/Wärme-Kopplung zu zahlen, die bei der CWaPE die Gewährung von grünen Zertifikaten beantragen und die eine Anlage mit einer Nennleistung über 10 Kilowatt (kW) betreiben.

§ 3. Die Gebühr ist pro Megawattstunde (MWh) zu zahlen, deren Erzeugung durch eine der CWaPE ab dem 1. Januar 2014 mitgeteilten Indexablesung bescheinigt wird und die für die Gewährung von grünen Zertifikaten in Betracht genommen wird. Der in Euro pro Megawattstunde (Euro/MWh) ausgedrückte Einheitssatz der Gebühr entspricht dem Wert eines Bruchs, dessen Zähler 1.800.000 Euro entspricht und dessen Nenner die abgeschätzte Gesamtanzahl von MWh ist, die von den vom 1. Januar 2017 bis zum 31. Dezember 2017 gebührenpflichtigen Stromerzeugern erzeugt werden.

Art. 11 - § 1. Die CWaPE schätzt die Stromerzeugung aus erneuerbaren Energieträgern oder hochwertiger Kraft/Wärme-Kopplung der Gebührenpflichtigen je nach den technischen Eigenschaften der Anlagen, den historischen Daten und äußeren Elementen, die die Erzeugung beeinflussen, ein.

Die CWaPE berechnet ab der so eingeschätzten Gesamterzeugung den Einheitssatz der Gebühr für 2017. Dieser Satz ist gleichermaßen auf alle Gebührenpflichtigen anwendbar.

Die CWaPE veröffentlicht den Satz der Gebühr.

Art. 12 - Der Stromerzeuger entrichtet die Gebühr innerhalb von zwei Monaten ab der Sendung der Rechnungen. Unter Vorbehalt von materiellen Fehlern führt jeglicher Zahlungsverzug von Rechtswegen zur Unverfügbarkeit der Guthaben in Wertpapierkonten dieses Stromerzeugers bei der CWaPE. Die CWaPE ist befugt, die Beitreibung der Gebühr bei den säumigen Schuldnern einzuleiten.

Die vorliegende Gebühr geht zu Lasten der im Sinne von Artikel 9 gebührenpflichtigen Erzeuger von Grünstrom und darf nicht auf die Verbraucher übertragen werden.

Art. 13 - In Anwendung von Artikel 6 Ziffer 3 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten kann der Einnehmer auf die Beitreibung nichtsteuerlicher Einnahmen verzichten, wenn die Kosten für die Beitreibung den Betrag des festgestellten Anrechts übertreffen.

Art. 14 - Artikel 253 Ziffer 5 des Einkommensteuergesetzbuches 1992, ersetzt durch das Gesetz vom 6. Juli 1994 und abgeändert durch die Dekrete vom 6. Dezember 2001 und 22. Oktober 2003, wird durch Folgendes ersetzt:

“5° für in der Wallonischen Region gelegene Immobiliengüter, die im Umkreis eines Natura 2000-Gebiets, eines Naturschutzgebiets oder eines Forstschutzgebiets gelegen sind, oder im Umkreis eines um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiets gelegen sind und der Regelung für den primären Schutz unterliegen;”.

KAPITEL II — Maßnahmen im Bereich der Registrierungsgebühren

Abschnitt 1 — Abänderungen an den Bestimmungen des Kapitels IV “Festsetzung der Gebühren” des Registrierungsgebührengesetzbuches

Unterabschnitt 1 — Übertragung von Betrieben

Art. 15 - In Artikel 140*bis* desselben Gesetzbuches wird Paragraph 1 Ziffer 1 Absatz 3, eingefügt durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, abgeändert durch das Dekret vom 10. Mai 2012, durch Folgendes ersetzt:

“Im Falle einer Übertragung von landwirtschaftlichen Flächen an den Betreiber oder Mitbetreiber der landwirtschaftlichen Tätigkeit, die dort ausgeübt wird, sowie in gerader Linie, zwischen Ehegatten und gesetzlich zusammenwohnenden Partnern, anschließend an die Übertragung jeglichen Anteils der dort ausgeübten landwirtschaftlichen Tätigkeit, werden diese Flächen jedoch als Güter betrachtet, die ein Gesamtvermögen, einen Teilbetrieb oder einen Handelsfonds bilden, mittels deren der Schenker allein oder mit anderen Personen am Tag der Schenkung eine landwirtschaftliche Tätigkeit ausübt, unter der Bedingung, dass diese Flächen am Datum der Schenkung Gegenstand eines Pachtvertrags gemäß Abschnitt 3 des Buches III, Titel VIII, Kapitel II des Zivilgesetzbuches sind. In diesem Fall ist der Betrieb im Sinne der Bedingungen nach § 2 Ziffer 1 und nach Artikel 140*quinquies* § 1 Ziffer 1, 2 und 3 der landwirtschaftliche Betrieb des effektiven Betreibers der landwirtschaftlichen Tätigkeit, die auf diesen Flächen ausgeübt wird, wobei dieser Betrieb in seiner Gesamtheit und in der Situation nach Übertragung der Flächen zu betrachten ist. Für die Übertragung durch Schenkung von landwirtschaftlichen Flächen über 150 Hektar wird der in Paragraph 1 Absatz 1 genannte Satz jedoch auf 3% gebracht, und wird die Bedingung bezüglich der landwirtschaftlichen Bewirtschaftung dieser Flächen auf 15 Jahre gebracht. Für die Bestimmung dieser 150 Hektar werden die Flächen berücksichtigt, die in den 5 vorherigen Jahren unter der für die Betriebsübertragung geltenden Regelung durch Schenkung übertragen worden sind.

Art. 16 - In Artikel 140*quinquies* § 2 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Gesetz vom 22. Dezember 1998, abgeändert durch das Dekret vom 3. Februar 2005 und durch das Dekret vom 15. Dezember 2005 werden die Wörter “die in § 1 erwähnten Bedingungen” durch “die in § 1 und in Artikel 140*bis* § 1 Ziffer 1 Absatz 3 erwähnten Bedingungen” ersetzt.

Art. 17 - In Artikel 140*sexies* desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Gesetz vom 22. Dezember 1998, abgeändert durch das Dekret vom 3. Februar 2005, abgeändert durch das Dekret vom 15. Dezember 2005, wird ein Absatz 2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Der (die) Fortsetzer, der (die) die in Artikel 140*bis* § 1 Ziffer 1 Absatz 3 vorgesehene Ermäßigung des Steuersatzes in Anspruch genommen hat (haben), kann die Zahlung der gemäß Art. 131 bis 140 geschuldeten Steuer zuzüglich des nach dem in Zivilsachen gültigen Zinssatz festgelegten gesetzlichen Zinses, der ab dem Datum der Registrierung der Schenkung einforderbar ist, vor dem Ablauf der in Artikel 140*bis* § 1 Ziffer 1 Absatz 3 vorgesehenen Frist anbieten.”.

Art. 18 - In Artikel 140*septies* desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Gesetz vom 22. Dezember 1998, abgeändert durch das Dekret vom 3. Februar 2005, aufgehoben durch das Dekret vom 15. Dezember 2005, wieder eingeführt durch das Dekret vom 30. April 2009, wird ein Absatz 2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Die gemäß Artikel 140*quinquies* § 2 einforderbare Steuer ist jedoch nicht geschuldet, falls das dingliche Recht auf die Güter, für die eine verringerte Steuer in Anspruch genommen wurde, Gegenstand einer unentgeltlichen Übertragung zugunsten des ursprünglichen Schenkers vor dem Ablauf der Frist von 15 Jahren ist, während deren die Bedingung von Artikel 140*bis* § 1 Ziffer 1 Absatz 3 aufrechterhalten werden muss.”.

KAPITEL III — Bestimmungen im Bereich der Erbschaftssteuer

Art. 19 - In Artikel 60bis des Erbschaftssteuergesetzbuches wird Paragraph 1 Ziffer 1 Absatz 3, eingefügt durch das Dekret vom 17. Dezember 1997, ersetzt durch das Dekret vom 15. Dezember 2005, abgeändert durch das Dekret vom 30. April 2009, abgeändert durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, abgeändert durch das Dekret vom 10. Mai 2012, durch folgenden Wortlaut ersetzt:

„Im Falle einer Erbschaftsübertragung von landwirtschaftlichen Flächen an den Betreiber oder Mitbetreiber der landwirtschaftlichen Tätigkeit, die dort ausgeübt wird, sowie in gerader Linie, zwischen Ehegatten und gesetzlich zusammenwohnenden Partnern, anschließend an eine Übertragung jeglichen Anteils der dort ausgeübten landwirtschaftlichen Tätigkeit, werden diese Flächen jedoch als Güter betrachtet, die ein Gesamtvermögen, einen Teilbetrieb oder einen Handlungsfonds bilden, mittels deren der Erblasser allein oder mit anderen Personen am Tag des Todes eine landwirtschaftliche Tätigkeit ausübte, unter der Bedingung, dass diese Flächen am Datum des Todes Gegenstand eines Pachtvertrags gemäß Abschnitt 3 des Buches III Titel VIII Kapitel II des Zivilgesetzbuches sind. In diesem Fall ist der Betrieb im Sinne der Bedingungen nach § 1bis Ziffer 1 und § 3 Ziffer 1, 2 und 3 der landwirtschaftliche Betrieb des effektiven Betreibers der landwirtschaftlichen Tätigkeit, die auf diesen Flächen ausgeübt wird, wobei dieser Betrieb in seiner Gesamtheit und in der Situation nach Übertragung der Flächen zu betrachten ist. Für die Übertragung von landwirtschaftlichen Flächen über 150 Hektar wird der in Paragraph 1 Absatz 1 genannte Satz jedoch auf 3% gebracht, und wird die Bedingung bezüglich der landwirtschaftlichen Bewirtschaftung dieser Flächen auf 15 Jahre ab dem Tod gebracht. Für die Bestimmung dieser 150 Hektar werden die Flächen, die in den 5 Jahren vor dem Tod durch Schenkung übertragen wurden, zusätzlich zu denen, die durch Erbschaft erhalten wurden, berücksichtigt.“

Art. 20 - In Artikel 60bis desselben Gesetzbuches wird Paragraph 4 Absatz 1, eingefügt durch das Dekret vom 3. Februar 2005, ersetzt durch das Dekret vom 15. Dezember 2005, abgeändert durch das Dekret vom 30. April 2009, durch folgende Bestimmung ergänzt:

„und im Falle einer Erbschaftsübertragung im Sinne von § 1 Ziffer 1 Absatz 3, wenn sie die Bewirtschaftung der gesamten oder eines Teils der Flächen nach § 1 Ziffer 1 Absatz 3 vor dem Ablauf der in § 1 Ziffer 1 Absatz 3 vorgeschriebenen, fünfzehnjährigen Frist eingestellt haben.“

Art. 21 - In Artikel 60bis desselben Gesetzbuches wird Paragraph 5 durch einen Absatz 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Die Absätze 1 und 2 sind mutatis mutandis auf die durch Paragraph 1 Ziffer 1 Absatz 3 festgelegte Regelung anwendbar, bevor die in dieser Bestimmung vorgesehene fünfzehnjährige Frist abläuft.“

KAPITEL IV — Wasserpolitik

Art. 22 - Artikel D.267 Absatz 2 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„Die Abgabe je Einheit pro Kubikmeter von eingeleitetem Abwasser nach Artikel D.259 Ziffer 2 wird auf folgende Beträge festgelegt:

- 1,935 Euro vom 1. Januar 2015 zum 31. Dezember 2015;
- 2,115 Euro ab dem 1. Januar 2016.“

Art. 23 - In Artikel D.330-1 desselben Gesetzbuches werden die Wörter „mit Ausnahme der in Artikel D.267 genannten Abgabe“ zwischen „Abgaben“ und „automatisch“ eingefügt.

KAPITEL V — Bestimmungen zur Abänderung des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben

Art. 24 - In Artikel 5 des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben wird Paragraph 1 durch Folgendes ersetzt:

„§ 1. Der Betrag der Abgabe für die Aufnahme der Abfälle in einem technischen Vergrabungszentrum wird auf 100 Euro/Tonne festgesetzt“.

In Paragraph 2 desselben Artikels werden die Wörter „Handelt es sich um gefährliche Abfälle“ durch die Wörter „Handelt es sich um gefährliche oder brennbare Abfälle“ ersetzt.

Art. 25 - In Artikel 6 § 1 desselben Dekrets wird eine Ziffer 13 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„13° 55 Euro/Tonne, wenn es sich um nicht brennbare Abfälle handelt, für welche kein anderer ermäßigter Satz kraft des vorliegenden Artikels anwendbar ist. Die Regierung kann eine Liste von Abfällen erstellen, die als brennbar bzw. als nicht brennbar betrachtet werden. Abfälle, die einen Glühverlust über 10% und einen Gehalt an organisch gebundenem Gesamtkohlenstoff über 6% aufweisen, gelten als brennbare Abfälle und werden vom Vorteil dieses Satzes ausgeschlossen“.

Art. 26 - In Artikel 26/1 Absatz 1 desselben Steuerdekrets werden die Wörter "Für das Kalenderjahr 2016" durch die Wörter "Für die Jahre 2016 bis 2021" ersetzt.

Art. 27 - Demselben Steuerdekret wird ein Artikel 26/5 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

"Art. 26/5 - Wenn sich der Abgabepflichtige dafür entscheidet, mit der Regierung eine Vereinbarung zu schließen, die seinen Beitrag zur regionalen Politik zur Vermeidung, Wiederverwendung und Verwaltung der Abfälle, die der Rücknahmepflicht unterliegen, regelt, wird die Abgabe im Wege eines Vergleichs gezahlt.

Die Vereinbarung im Sinne von Absatz 1 umfasst für jedes betroffene Jahr mindestens

1° die Verpflichtung des Abgabepflichtigen, einen jährlichen Beitrag pro Einwohner zur Verfügung zu stellen, dessen Höhe mindestens dem Betrag der Abgabe entspricht;

2° die Modalitäten zur Zahlung des Beitrags;

3° die Konzertierungsmodalitäten betreffend die Zuweisung des Beitrags;

4° eine Liste von regionalen Aktionen, die mittels des Beitrags finanziert werden.

Die Anzahl Einwohner beruht auf der jüngsten Bevölkerungsstatistik, die am 1. Januar eines jeden Jahres verfügbar ist.

Die Umsetzung der Vereinbarung ist für jeden Abgabepflichtigen Gegenstand einer Bewertung und einer jährlichen Berichterstattung der Verwaltung an die Regierung.

Wenn der Abgabepflichtige eine oder mehrere in der Vereinbarung enthaltene Verpflichtungen nicht erfüllt, so kann die Regierung der Vereinbarung vor deren Ablauf ein Ende setzen".

Art. 28 - In Artikel 53 des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben wird folgende Bestimmung eingefügt:

"Im Falle einer gerichtlichen Beschwerde wird jede Abgabe in Sachen Abfälle zuzüglich der Geldstrafe, der Zinsen und der eventuellen Kosten in Abweichung von Absatz 1 als feststehende und erwiesene Schuld betrachtet, die mittels aller Vollstreckungswege eingezogen werden kann."

KAPITEL VI — *Schlussbestimmungen*

Art. 29 - Das vorliegende Dekret tritt am 1. Januar 2017 in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.

Namur, den 21. Dezember 2016.

Der Minister-Präsident,

P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe,

M. PREVOT

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien,

J-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie,

P. FURLAN

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz,

C. DI ANTONIO

Die Ministerin für Beschäftigung und Ausbildung,

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung,

C. LACROIX

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen, und Vertreter bei der Großregion,

R. COLLIN

—
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2016-2017*

Dokumente des Wallonischen Parlaments 626 (2016-2017) Nrn. 1 bis 5.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 21. Dezember 2016.

Diskussion.

Abstimmung.

Einnahmenhaushaltsplan der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2017

(In Tausend EUR)

Anweisender Minister	Artikel	BEZEICHNUNG DER ERTRÄGE	Ursprüngliche Schätzungen	
			Ursprünglicher Haushaltsplan 2017	
			Pro Artikel	Gesamtbetrag
		TITEL I - LAUFENDE EINNAHMEN		
		Sektor I - Steuerliche Einnahmen		
		Steuerliche Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 15 Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt		
CD	36 01 20	Aufgrund des Wassergesetzbuches erhobene Abgaben für die Einleitung von Abwasser, für Umweltbelastungen und für die Entnahme von Trinkwasser aufbereitem Grundwasser, Gebühren und Entnahmeabgaben (zweckgebundene Einnahmen zugunsten des Fonds für den Umweltschutz, Abteilung Wasserschutz: Basisartikel 01.03, Programm 13, Organisationsbereich 15 und zugunsten des internationalen Solidaritätsfonds für Wasser: Basisartikel 01.04, Programm 13, Organisationsbereich 15)	53 872	
CD	36 01 70	(Abgeändert) Aufgrund des Dekrets vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung von Abfällen erhobene Abgaben und Gebühren (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds zur Verwaltung der Abfallstoffe: Basisartikel 01.01, Programm 15, Organisationsbereich 15)	26 800	
CD	36 02 70	Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds für den Umweltschutz: Basisartikel 01.03, Programm 13, Organisationsbereich 15)	260	
CD	36 03 70	(Abgeändert) Steuern auf Einrichtungen, die Rücknahmepflichten erfüllen (Einnahmen, die dem Fonds für die Abfallbewirtschaftung) zugewiesen werden: Basisartikel 01.01, Programm 15, Organisationsbereich 15)	3 000	
CD	38 01 50	Aufgrund des Dekrets vom 5. Juni 2008 über die Ermittlung, Feststellung, Verfolgung und Unterdrückung der Verstöße und die Wiederherstellungsmaßnahmen im Umweltbereich bezogene Beträge (zweckgebundene Einnahmen zugunsten des Fonds für den Umweltschutz: Basisartikel 01.03, Programm 13, Organisationsbereich 15)	650	
		<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 15 Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		84 582 84 582
		Steuerliche Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 16 Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie		
CD	36 01 90	(Abgeändert) Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds für zu sanierende Gewerbebetriebsgelände und für Landschafts- und Umweltsanierungsstandorte): Basisartikel 01.01, Organisationsbereich 16, Programm 03)	258	
FU	36 02 90	Steuer auf Windkrafttürme	0	
CD	36 03 90	(Neu) Steuer auf Planungsgewinne in Anwendung von Artikel D.VI.48 des GRE (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds für zu sanierende Gewerbebetriebsgelände und für Landschafts- und Umweltsanierungsstandorte: Basisartikel 01.01, Organisationsbereich 16, Programm 03)	0	
		<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 16 Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		258 258
		Steuerliche Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 17 Lokale Behörden, soziale Maßnahmen und Gesundheit		
FU	36 01 90	Steuer auf Masten, Gittermasten oder Antennen, die für die Durchführung, direkt mit der Öffentlichkeit, eines mobilen Telekommunikationsvorgangs durch den Operator eines öffentlichen Telekommunikationsnetzes bestimmt sind.	21 945	
		<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 16 Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		21 945 0
		Allgemeine steuerliche Einnahmen – Organisationsbereich 19 Haushalt, Logistik, Informations- und Kommunikationstechnologie		
LA	36 01 40	Einregistrierungsgebühren bei entgeltlicher Übertragung unbeweglicher Güter	1 028 954	
LA	36 02 40	Einregistrierungsgebühren bei der Bestellung einer Hypothek auf einem in Belgien gelegenen Immobiliengut	116 855	
LA	36 03 40	Einregistrierungsgebühren bei teilweisen oder ganzen Teilungen von in Belgien gelegenen Immobiliengütern, bei entgeltlichen Abtretungen zwischen Miteigentümern von ungeteilten Teilen solcher Güter	23 813	
LA	36 01 60	Kraftfahrzeugsteuer	454 024	
LA	36 02 60	(Abgeändert) Inbetriebsetzungssteuer (einschl. öko-Malus)	116 250	
LA	36 01 80	Steuer auf verwaarloste Wohnungen	0	
LA	36 02 90	Steuer auf Spiele und Wetten	23 000	
LA	36 03 90	Spielautomatensteuer	18 800	
LA	36 04 90	Schankkonzessionssteuer	0	
LA	36 05 90	Rundfunk- und Fernsehgebühren	100 145	
LA	36 07 90	Steuer auf Automaten	19 502	
LA	37 01 0	Immobiliensteuervorabzug	34 783	
LA	37 02 0	(Abgeändert) Zinsen und Strafgebühren auf regionalen Steuern (Artikel 6 § 5 des Sondergesetzes vom 13. Juli 2001 und GD07)	14 839	
LA	56 01 50	Einregistrierungsgebühren bei Schenkungen von beweglichen oder unbeweglichen Gütern unter Lebenden	123 851	
		<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 19 Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		2 074 816 0
		<i>Gesamtbetrag für Sektor I, Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		2 181 601 84 840
		Sektor II - Allgemeine nichtsteuerliche Einnahmen		
		Allgemeine Einnahmen – Organisationsbereich 09		
LA	11 1 11	Einnahmen in Bezug auf das FWB-Personal von eWbs	1 867	
		<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 09 Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		1 867 0

			Allgemeine Einnahmen – Organisationsbereich 10			
PM	16	01 12	Ertrag der Studien und Verkauf von Veröffentlichungen im Bereich der Statistik		0	
PM	16	02 12	Anmeldungsgebühren für durch die Region organisierte Veranstaltungen		0	
PM	38	01 50	Haushaltsfonds in Sachen Lotterie (zweckgebundene Einnahmen zugunsten des Haushaltsfonds in Sachen Lotterie: Basisartikel 01.01, Programm 03, Organisationsbereich 10)		4 503	
				<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 10</i>		4 503
				<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		4 503
			Allgemeine Einnahmen – Organisationsbereich 11			
			Personal und allgemeine Angelegenheiten			
LA	11	01 11	Rückzahlungen hinsichtlich der getätigten Ausgaben für Gehälter, Zulagen und Soziallasten der Bediensteten des ÖDW		2 000	
LA	11	02 11	(Neu) Rückzahlung der von der EU mitfinanzierten Entlohnungen		3 255	
LA	11	03 11	Rückzahlung an den ÖDW der Gehälter und Zuwendungen der Bezirkseinknehmer		11 276	
LA	11	01 40	Beitrag des Personals des ÖDW im Ankauf von Essengutscheinen		30	
				<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 11</i>		16 561
				<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		0
			Allgemeine Einnahmen - Organisationsbereich 12			
			Haushalt, Logistik, Informations- und Kommunikationstechnologie			
LA	06	01 00	Verschiedene Erträge		10 000	
LA	06	02 00	Rückzahlung von geleisteten, nicht geschuldeten Zahlungen		4 000	
LA	08	01 10	Rückerstattung der Beträge hinsichtlich der durch die Kontrollorgane der Region bei den den Gesetzen vom 10. Juni 1937 und 16. März 1954 unterworfenen Einrichtungen öffentlichen Interesses und bei den sonstigen pararegionalen Einrichtungen getätigten Ausgaben		0	
LA	11	01 11	Einnahmen für das FWB Personal der neuen CIF		250	
LA	12	01 11	Einzahlung der nicht verwendeten Beträge durch die Rechnungsführer, die über Geldvorschüsse verfügen		3 000	
LA	16	03 12	Beitreibung der Summen hinsichtlich der getätigten Ausgaben für Material und Dienstleistungen für den Betrieb der Verwaltungen, mit Inbegriff des Verkaufsertrags der nicht mehr benutzten Güter		10	
LA	16	04 12	Erlös aus dem Verkauf von kurzlebigen Gütern und von Dienstleistungen.		0	
LA	16	05 12	Laufende Einnahmen infolge der Verwaltung des Regionalvermögens		0	
LA	16	06 12	Mieterlös von nicht spezifischen Gütern		500	
LA	26	01 10	Anlagezinsen		0	
LA	26	02 10	Ertrag der Geschäfte bezüglich überschüssiger Anleiheausgaben		0	
LA	38	01 00	Beitreibung der mit Streitsachen verbundenen Schuldforderungen		800	
LA	38	01 10	Abhebung der Kauttionen und Ertrag der Kauttionen nach Konkursen		10	
LA	38	02 10	Ertrag der Abzüge und Geldstrafen wegen Verzögerung, die von Auftragnehmern zu zahlen sind		80	
LA	46	01 40	Beitrag des "Fonds d'égalisation des budgets de la Région wallonne" (Fonds zur Angleichung der Haushaltspläne der Wallonischen		0	
LA	49	02 24	Von der französischen Gemeinschaft übertragene Mittel		355 922	
LA	49	03 24	Von der französischen Gemeinschaft zusätzliche übertragene Mittel (zu löschen)		0	
LA	49	04 24	Von der französischen Gemeinschaft übertragene Mittel - Endgültige Abrechnung des vorherigen Haushaltsjahres		3 406	
LA	49	05 24	Außergewöhnliche Dotation der Französischen Gemeinschaft (zu löschen)		0	
LA	49	05 41	Mit den übertragenen Zuständigkeiten verbundene Mittel		2 590 417	
LA	49	06 24	Von der "CFWB" erhaltene Mittel (Abkommen der Sainte Emilie)		3 454 465	
LA	49	01 41	Rückständige Beträge, die die Regie der Gebäude der Region schuldet		0	
LA	49	02 41	Dotation der Förderbehörde f.d. Gruppe Spiele und Wetten		3 703	
LA	49	04 41	Föderale Dotation Kfz-Verkehrssteuer / Inbetriebsetzungssteuer		6 312	
LA	49	01 42	Zugelichteter Anteil der Steuern natürlicher Personen		0	
LA	49	02 42	Zugelichteter Anteil der Steuern natürlicher Personen - Endgültige Berechnung des vorherigen Haushaltsjahres		0	
LA	49	03 42	Zugelichteter Anteil der Steuern natürlicher Personen - Einnahmen aus Zuschlagzehteln unter Abzug der verbundenen steuerlichen Ausgaben		2 569 182	
LA	49	01 43	Steuerermäßigungen		0	
LA	49	02 43	Einnahmen aus Verkehrsgeldbußen		43 902	
				<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 12</i>		9 045 959
				<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		0
			Allgemeine Einnahmen - Organisationsbereich 15			
			Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt			
CD	38	01 50	WBT - Einnahmen aus dem Gebührenkonto (zweckgebundene Einnahmen, die dem Haushaltsfonds für das Wohlbefinden der Tiere zugewiesen werden: Basisartikel 01.02, Programm 03, Organisationsbereich 15)		7	
CD	38	02 50	Administrative Geldbußen, die in Anwendung der Bestimmungen des Gesetzes vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere und seiner Durchführungserlasse erhoben werden (zweckgebundene Einnahmen, die dem Haushaltsfonds für das Wohlbefinden der Tiere zugewiesen werden: Basisartikel 01.02, Programm 03, Organisationsbereich 15)		8	
				<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 15</i>		15
				<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		15
			Allgemeine Einnahmen - Organisationsbereich 16			
			Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie			
				<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 16</i>		0
				<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		0
			Allgemeine Einnahmen – Organisationsbereich 17			
			Lokale Behörden, soziale Maßnahmen und Gesundheit			
				<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 17</i>		0
				<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		0
				Gesamtbetrag für Sektor II.		9 068 905
				Worunter zweckgebundene Einnahmen		4 518

			Sektor III - Einnahmen besonderer Art	
			Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 10	
CD	16 01 11	(Abgeändert) Ertrag aus dem Verkauf von Daten und Dienstleistungen im Bereich Geomatik	46	
			<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 10</i>	
				46
			<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>	
				0
			Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 12	
			Haushalt, Logistik, Informations- und Kommunikationstechnologie	
LA	21 01 10	Rückerstattung der zuviel geleisteten Provisionszahlungen für Schuldzinsen	0	
LA	26 01 10	Diskrepanz zwischen den Zinssätzen der von der SWCS "Société wallonne du crédit social" (Wallonische Sozialkreditgesellschaft) für die	204	
			<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 12</i>	
				204
			<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>	
				0
			Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 13	
			Straßen und Gebäude	
PR	16 01 11	Einnahmen infolge der externen Dienstleistungen der Studienbüros des Öffentlichen Dienstes der Wallonie (für den Fonds der technischen Studien zweckbestimmte Einnahmen: Basisartikel 01.04, Programm 02, Organisationsbereich 13)	2 175	
PR	16 01 12	Ertrag aus der Vermietung von Gütern	220	
MA	28 01 10	Mit dem Betrieb der Telekommunikationsnetze verbundene Einnahmen	60	
PR	28 02 10	Gebühren bezüglich des Betriebs der am Wegenetz gelegenen Nebenanlagen	0	
FU	36 01 90	(Abgeändert) Haushaltsfonds zur Förderung und Entwicklung der Pferdesporttätigkeit (zweckgebundene Einnahmen für den Haushaltsfonds zur Förderung und Entwicklung der Pferdesporttätigkeit: Basisartikel 01.01, Programm 11, Organisationsbereich 13)	800	
PR	36 02 90	Rückerstattungen durch Drittpersonen für Beschädigungen am öffentlichen Eigentum des Straßen- und Autobahnnetz der Region - Ertrag der Abgaben und Eigentumsgenehmigungen auf Fernstraßen und Autobahnen (zweckgebundene Einnahmen für Fonds für den Straßenverkehr: Basisartikel 01.01, Programm 02, Organisationsbereich 13)	15 469	
PR	38 01 50	Unmittelbare Vorschriften, Vergleiche und Geldbußen in Zusammenhang mit Verstößen gegen die unter die Zuständigkeit der Regionen fallenden Regelungen in Sachen Verkehrssicherheit (Einnahmen, die dem Fonds für regionale Verkehrsverstöße zugewiesen werden: Basisartikel 01.02, Programm 02, Organisationsbereich 13)	300	
PR	39 01 10	EWG-Programm Infrastruktur Verkehr - Straßen	0	
			<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 13</i>	
				19 024
			<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>	
				18 744
			Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 14	
			Mobilität und Wasserstraßen	
RC	06 01 00	Einnahmen infolge der Aktivität der Flugplätze	0	
PR	16 02 11	Einnahmen aus den Aktivitäten der regionalen Staudämme	100	
CD	16 02 12	Ertrag der Vermietung des durch die Transportverwaltung verwalteten Eigentums	0	
CD	16 03 12	Einnahmen infolge der Abonnements für Schülertransport	0	
RC	16 04 12	Ertrag aus der Vermietung von Gütern	122	
PR	28 03 10	Rückerstattungen durch Drittpersonen für Beschädigungen am öffentlichen Eigentum des Wasserwegenetzes - Ertrag der Abgaben und Eigentumsgenehmigungen auf Wasserwege (zweckgebundene Einnahmen für Fonds für den Binnenschiffsverkehr: Basisartikel 01.02, Programm 11, Organisationsbereich 14)	2 000	
CD	38 01 30	Einnahmen infolge der Rückerstattung der an den Fahrzeugen für Schülertransport verursachten Schäden	5	
PR	39 02 10	EWG-Programm Infrastruktur Verkehr - Wasserwege	0	
PR	39 03 10	Verschiedene Einnahmen im Bereich der Verkehrssicherheit (Einnahmen, die dem Fonds für die Verkehrssicherheit zugewiesen werden:	9 270	
			<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 14</i>	
				11 497
			<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>	
				11 270
			Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 15	
			Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt	
FU	36 06 90	Erträge aus der Verwaltung der Treibhausgasemissionszertifikate kraft des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Protokolls von Kyoto, abgeändert durch das Dekret vom 22. Juni 2006 (Dem Wallonischen Kyoto-Fonds zugeteilte Einnahme: Basisartikel 01.02, Programm 13, Organisationsbereich 15)	40 000	
RC	16 03 11	Einnahmen aus dem Vertrieb von forstwirtschaftlichen Erzeugnissen	180	
RC	16 05 11	Abhebung auf den Ertrag der Holzfällungen des ungeteilten Waldes der ehemaligen "Gruerie d'Arlon" (Staatsforstgesetz vom 26. Juli 1952, Artikel 7) (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds zur Verwaltung der Wälder der ehemaligen "Gruerie d'Arlon": Basisartikel 01.02, Programm 11, Organisationsbereich 15)	91	
RC	16 06 11	Abhebung auf den Ertrag der Holzfällungen des ungeteilten Waldes von Herbeumont (Staatsforstgesetz vom 1. Juli 1983, Artikel 1, 16) (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds zur Verwaltung des Waldes von Herbeumont: Basisartikel 01.03, Programm 11, Organisationsbereich 15)	35	
RC	16 07 11	Erlös aus dem Verkauf der Holzfällungen und des aufgesesenen Holzes	11 000	
RC	16 08 11	Anteil der Region am Erlös aus dem Verkauf der Holzfällungen in den ungeteilten Wäldern	511	
CD	16 09 11	(Neu) Verkauf von Dienstleistungen (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds für die Abfallbewirtschaftung: Basisartikel 01.01, Programm 15, Organisationsbereich 15)	10	
CD	16 10 11	(Neu) Unterschiedliche Erträge (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds für die Abfallbewirtschaftung: Basisartikel 01.01, Programm 15, Organisationsbereich 15)	500	
CD	16 11 11	(Neu) Gebühren für Dokumente in Bezug auf Verbringungen (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds für die Abfallbewirtschaftung: Basisartikel 01.01, Programm 15, Organisationsbereich 15)	700	
CD	16 12 11	(Neu) Beitrag des landwirtschaftlichen Sektors an den Kosten für die Beseitigung und Verarbeitung der Leichen von Zuchtieren (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds für die Abfallbewirtschaftung: Basisartikel 01.01, Programm 15, Organisationsbereich 15)	770	
CD	16 13 11	(Neu) Beitrag der Interkommunen im Betrieb des Netzes "Dioxine" (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds für die Abfallbewirtschaftung: Basisartikel 01.01, Programm 15, Organisationsbereich 15)	400	
CD	16 14 11	(Neu) Einnahmen aus der Mitverbrennung - Auftrag allgemeinen Interesses (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds für die Abfallbewirtschaftung: Basisartikel 01.01, Programm 15, Organisationsbereich 15)	2 200	
RC	16 05 12	Ertrag aus dem Verkauf von Wildbret und Beiträge der Gäste bei den Königlichen Jagden	20	
CD	16 06 12	Beitrag im Rahmen der Leistungen für die Identifizierung und Eintragung der Hunde (Einnahmen, die dem Haushaltsfonds für das Wohlbefinden der Tiere zugewiesen werden: Basisartikel 01.02, Programm 03, Organisationsbereich 15)	170	
RC	26 02 10	Von Schuldnern der Bordenordnung- bzw. Flurbereinigungsausschüsse, denen eine verteilte Rückzahlung des Rechnungsaltes bewilligt worden ist, gezahlte Ertragszinsen	5	
RC	28 01 30	Erträge infolge des Eigentums der im Rahmen der Bodenpolitik erworbenen Immobiliengüter (Einnahmen, die dem Haushaltsfonds für die landwirtschaftliche Bodenpolitik zugewiesen werden: Basisartikel 01.02, Programm 12, Organisationsbereich 15)	128	
RC	28 02 30	Ertrag aus der Verpachtung der Jagdberechtigung	1 600	
RC	31 01 32	Rückzahlung von Zuschüssen und Vorschüssen im Rahmen von wissenschaftlichen und technischen Forschungsprogrammen oder -projekten	0	
RC	31 02 32	Einnahmen infolge der Haushaltsregelung (zweckgebundene Einnahmen für den Haushaltsfonds "S.I.G.E.C.") : Basisartikel 01.04, Programm 04, Organisationsbereich 15)	130	

RC	31	03	32	Pauschalentlohnungen im Zusammenhang mit dem Informationsnetz "landwirtschaftliche Buchführung"	77	
RC	36	03	90	Gebühren und Entlohnungen infolge des Artikels D.193 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft (zweckgebundene Einnahmen für den Haushaltsfonds für die Gesundheit und die Qualität der Tiere und Tiererzeugnisse: Basisartikel 01.01, Programm 03, Organisationsbereich 15)	625	
RC	37	01	70	Anteil der Region am Ertrag der Angel-, Jagd- und Fangjagdscheine und der diesbezüglichen Prüfungen	4 220	
CD	37	02	70	Aufgrund Artikel 22 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2009 zur Verhütung der Luftverunreinigung, die durch Zentralheizungsanlagen zur Beheizung von Gebäuden oder zur Brauchwasserbereitung verursacht wird, und zur Reduzierung des Energieverbrauchs dieser Anlagen erhobene Aktegebühren (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds für den Umweltschutz: Basisartikel 01.03, Programm 13, Organisationsbereich 15)	200	
CD	37	03	70	Bearbeitungsgebühren, die für die Ausstellung des gleichlautenden Auszugs der Datenbank über den Zustand der Böden erhoben werden (Einnahmen, die dem Fonds für den Umweltschutz zugewiesen werden: Basisartikel 01.03, Programm 13, Organisationsbereich 15)	3 045	
CD	37	04	70	(Neu) Bearbeitungsgebühren in Zusammenhang mit der Einleitung einer Studie oder eines Projekts zur Bodensanierung (Einnahmen, die dem Fonds für den Umweltschutz zugewiesen werden: Basisartikel 01.03, Programm 13, Organisationsbereich 15)	27	
CD	38	01	10	Ertrag aus den Beteiligungen der Verteiler, der zugelassenen Klärungseinrichtungen und der SPGE auf freiwilliger Basis und aus verschiedenen Spenden und Vermächtnisse an den internationalen Solidaritätsfonds für Wasser (zweckgebundene Einnahmen für den internationalen Solidaritätsfonds für Wasser: Basisartikel 01.04, Programm 13, Organisationsbereich 15)	0	
CD	38	02	50	Verschiedene Schenkungen und Legate an den Fonds für das Wohlbefinden der Tiere (Einnahmen, die dem Haushaltsfonds für das Wohlbefinden der Tiere zugewiesen werden: Basisartikel 01.02, Programm 03, Organisationsbereich 15)	0	
CD	38	03	50	(Abgeändert) Bezogene Einnahmen im Rahmen der Beteiligung seitens der Stelle, die mit der Rücknahmepflicht von Haushaltsabfällen beauftragt ist, in Anwendung von Artikel 13, § 1, 12° des Kooperationsabkommens vom 4. November 2008 über das Zusammenarbeitsabkommen über die Vermeidung und Bewirtschaftung von Verpackungsabfällen (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds für die Abfallbewirtschaftung: Basisartikel 01.01, Programm 15, Organisationsbereich 15)	1 975	
CD	46	01	40	(Neu) Rückzahlung überschüssiger Subventionen (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds für die Abfallbewirtschaftung - Abteilung Fost Plus: Basisartikel 01.01, Programm 15, Organisationsbereich 15)	0	
CD	49	01	10	Rückzahlung der im Rahmen von europäischen Projekten bewilligten Vorschüsse betreffend den durch die EWG mitfinanzierten Teil (zweckgebundene Einnahmen zugunsten des Fonds für den Umweltschutz: Basisartikel 01.03, Programm 13, Organisationsbereich 15)	625	
				<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 15</i>		69 244
				<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		51 631
				Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 16 Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie		
FU	26	03	10	Zinsertrag der berechnbaren Vorschüsse und Beteiligung an den Gewerbeerträgen von Unternehmen in Sachen allgemeiner Energiepolitik	0	
FU	26	04	10	Zinsertrag der berechnbaren Vorschüsse in Sachen Wohnungswesen	278	
CD	28	04	10	Gebühren in Sachen Straßenbaugenehmigungen	0	
FU	28	01	20	Ausgeschüttete Dividende aus der Kapitalbeteiligung der Region in den anerkannten Wohnungsbaugesellschaften	0	
FU	34	01	41	Von der Gesellschaft, bei der eine Einkommensverlustversicherung abgeschlossen wurde, zugunsten der Region überwiesener	150	
FU	36	04	90	Einnahmen aus den in Artikel 13ter des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse erwähnten administrativen Geldbußen und aus den in Artikel 190, § 3 desselben Gesetzbuches erwähnten Strafen (zweckgebundene Einnahmen für den regionalen Fonds für Ersatzwohnungen: Basisartikel 01.01, Programm 12, Organisationsbereich 15)	75	
FU	36	05	90	Einnahmen aus den kraft der Artikel 200bis und 200ter des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse eingezogenen Geldbußen	210	
PR	36	05	91	(Neu) Einnahmen, die im Rahmen des Projekts Grognon von der Stadt Namur und Interparking stammen	750	
FU	36	08	10	(Neu) Beitrag der Wallonischen Sozialkreditgesellschaft ("Société wallonne du Crédit social") und des Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie (Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie) zur Entlohnung des mit Audits beauftragten	300	
FU	38	02	10	Ertrag aus verschiedenen Geldstrafen und Gebühren in Zusammenhang mit der Organisation des Elektrizitäts- und Gasmarkts und dem Fonds kraft gesetzlicher, verordnungsmäßiger oder durch Übereinkommen vereinbarter Bestimmungen zugewiesene Mittel für die Finanzierung der gemeinnützigen Verpflichtungen im Elektrizitäts- und Gasmarkt (zweckgebundene Einnahmen zugunsten des Fonds für Energie: Basisartikel 01.01, Programm 31, Organisationsbereich 16)	15 000	
				<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 16</i>		16 763
				<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		15 075
				Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 17 Lokale Behörden, soziale Maßnahmen und Gesundheit		
PR	11	02	11	Mit der Übernahme der Vergütungen des Personals der psychiatrischen Krankenhäuser verbundene Rückerstattungen	0	
PR	39	04	10	Rückzahlung Europäischer Mitfinanzierung	0	
				<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 17</i>		0
				<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		0
				Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 18 Unternehmen, Beschäftigung und Forschung		
MA	16	09	11	Beratungsverträge	5	
MA	16	10	11	Miete von Industriegebäuden in Anwendung von Artikel 42 des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 über den Wirtschaftsaufschwung	455	
MA	26	05	10	Zinsertrag der berechnbaren Vorschüsse und der Obligationendarlehen, die den Unternehmen im Rahmen ihrer Entwicklung und Umstrukturierung bewilligt werden.	0	
MA	26	06	10	Zinsertrag der berechnbaren Vorschüsse: Mittelstand, KMB, Sozialwirtschaft	0	
MA	28	02	20	Beteiligung an den Gewerbeerträgen von öffentlichen oder privaten Unternehmen	0	
MA	31	05	32	Beitreibung der Schuldforderungen und Streitsachen: Expansion, Umstrukturierung und Entwicklung der Betriebe, Industrie- und Beschäftigungsgebiete	0	
MA	31	06	32	Beitreibung der Schuldforderungen und Streitsachen: Mittelstand, KMB, Sozialwirtschaft	80	
MA	31	07	32	Beitreibung von Beschäftigungsprämien aufgrund des Gesetzes vom 4. August 1978 und des Dekrets vom 25. Juni 1992 zur Abänderung des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung	2	
TI	36	01	90	Einnahmen im Rahmen der Ausstellung von Berufsausweisen	62	
MA	38	01	20	Beiträge im Zusammenhang mit der Gewährung regionaler Garantien	0	
TI	38	10	00	Einnahmen im Rahmen der Sicherheitsleistungen für die Dienstleistungschecks	0	
MA	49	02	41	Zusätzliche Mittel, die vom Föderalstaat im Rahmen der Finanzierung des Sozialwirtschaftssektors erteilt werden	0	
				<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 18</i>		604
				<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		0
				Gesamtbetrag für Sektor III.		117 382
				Worunter zweckgebundene Einnahmen		96 720
				Gesamtbetrag für TITEL I.		11 367 888
				Worunter zweckgebundene Einnahmen		186 078

TITEL II.- KAPITALEINNAHMEN.						
Sektor I - Steuerliche Einnahmen						
Allgemeine steuerliche Einnahmen – Organisationsbereich 19 Haushalt, Logistik, Informations- und Kommunikationstechnologie						
LA	56	02	50	Erbschaftssteuer und Übertragungssteuer von Todes wegen	825 301	
				<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 19 Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		825 301 0
				<i>Gesamtbetrag für Sektor I. Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		825 301 0
Sektor II - Allgemeine nichtsteuerliche Einnahmen						
Allgemeine Einnahmen – Organisationsbereich 12						
LA	06	01	00	Verschiedene Einnahmen	30	
LA	06	02	00	Rückzahlung von geleisteten, nicht geschuldeten Zahlungen	140	
LA	73	01	10	Beitreibung der getätigten Kosten für Arbeiten und Enteignungen für Rechnung von Drittpersonen	0	
LA	74	01	22	Einzahlung der nicht verwendeten Beträge durch die Rechnungsführer des ÖDW, die über Geldvorschüsse verfügen	600	
LA	76	01	12	Ertrag aus dem Verkauf von nicht benutzten Landentnahmen	800	
LA	76	01	32	Erlös aus dem Verkauf von Immobilien	500	
LA	76	02	32	Erlös aus dem Verkauf von Immobilien infolge der Immobilienverwaltung der Gebäude und der Niederlassungen	0	
LA	77	01	20	Ertrag aus dem Verkauf von anderen Vermögensgütern	0	
LA	77	02	20	Erlös aus dem Verkauf von nicht mehr benutzten oder außer Betrieb genommenen langlebigen beweglichen Gütern	100	
				<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 12 Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		2 170 0
				<i>Total Secteur II Dont recettes affectées</i>		2 170 0
Sektor III - Einnahmen besonderer Art						
Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 12 Haushalt, Logistik, Informations- und Kommunikationstechnologie						
LA	06	01	00	Einnahmen aus der energetischen Immobilienverwaltung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie (Zweckgebundene Einnahmen für den Fonds der energetischen Immobilienverwaltung; Basisartikel 01.01, Programm 31, Organisationsbereich 12)	0	
LA	96	01	10	Discrepanz bezüglich der Tilgung zwischen den von der SWCS "Société wallonne du crédit social" (Wallonische Sozialkreditgesellschaft) für die Finanzierung der Tätigkeitsprogramme 1986-1987 aufgenommenen Anleihen	2 863	
				<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 12 Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		2 863 0
Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 14 Mobilität und Wasserstraßen						
CD	16	01	11	Außergewöhnliche Einnahmen in Sachen Schülertransport	45	
CD	57	01	20	Rückzahlung durch die SRWT der Mehrbeträge und des Erlöses aus dem Verkauf von Immobiliengütern	0	
				<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 14 Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		45 0
Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 15 Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt						
RC	76	01	11	Erlös aus dem Verkauf von Staatsforsten	4 000	
RC	76	01	32	Erträge infolge des Verkaufs und der Zuweisung von Immobiliengütern (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds für die landwirtschaftliche Bodenpolitik; Basisartikel 01.02, Programm 12, Organisationsbereich 15)	526	
RC	86	01	70	Erträge infolge der Beitreibung von Beträgen, die von den Eigentümern, Nießbrauchern und Betreibern nach den Flurbereinigungsmaßnahmen oder der Bodenordnung von ländlichen Gütern geschuldet werden	3 076	
RC	86	02	70	Erträge infolge der Beitreibung der für die technischen Ausgaben im Rahmen der Anwendung der Gesetze über die Flurbereinigung oder die Bodenordnung von ländlichen Gütern genehmigten Vorschüsse	600	
				<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 15 Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		8 202 526
Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 16 Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie						
FU	51	01	12	Rückerstattung der den öffentlichen und privaten Organismen gewährten Zuschüsse in Sachen Wohnungsbau	0	
FU	53	01	10	Rückerstattung der den Privatpersonen gewährten Wohnungsbaubehilfen	0	
CD	76	01	12	(Abgeändert) Erträge aus dem Verkauf von neu zu gestaltenden Standorten und Rückzahlung von Subventionen, die im Bereich der operativen Raumordnung gewährt worden waren (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds für die operative Raumordnung im Bereich der Sanierung wallonischer Standorte; Basisartikel 51.05, Programm 03, Organisationsbereich 16)	100	
CD	76	02	12	(Abgeändert) Erträge aus dem Verkauf von Geländen der "sucerie de Genappe" (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds für zu sanierende Gewerbebetriebsgelände und für Landschafts- und Umweltsanierungsstandorte; Basisartikel 01.01, Organisationsbereich 16, Programm 03)	1 250	
CD	76	03	12	(Neu) Erträge aus dem Wiederverkauf von neu zu gestaltenden Standorten und von Landschafts- und Umweltsanierungsstandorten (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds für zu sanierende Gewerbebetriebsgelände und für Landschafts- und Umweltsanierungsstandorte; Basisartikel 01.01, Organisationsbereich 16, Programm 03)	0	
FU	76	02	32	Ertrag aus dem Verkauf der durch die ehemalige SDRW gebauten Wohnungen	0	
FU	86	01	10	Rückzahlung von beitreibbaren Vorschüssen in Sachen Wohnungswesen	857	

CD	87	01	20	Rückzahlung von beizurechtbaren Vorschüssen, die für den Abbruch von Immobilien bewilligt wurden, die in Übertretung der Bestimmungen des wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung und den Städtebau errichtet worden sind	2		
FU	87	02	20	(Abgeändert) Rückerstattung von Vorschüssen im Rahmen der Ecopack/Renopack-Regelung (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds bezüglich der Ecopack/Renopack-Regelung): Basisartikel 01.01, Programm 41, Organisationsbereich 16	35 013		
				<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 16</i>		37 222	
				<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		36 363	
				Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 17 Lokale Behörden, soziale Maßnahmen und Gesundheit			
PR	86	02	10	Rückzahlung von den psychiatrischen Krankenhäusern gewährten beizurechtbaren Vorschüssen	0		
				<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 17</i>		0	
				<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		0	
				Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 18 Unternehmen, Beschäftigung und Forschung			
MA	51	02	12	Beitreibung der Schuldforderungen und Streitsachen: Expansion, Umstrukturierung und Entwicklung der Betriebe, Industrie- und Beschäftigungsgebiete	1 500		
MA	51	03	12	Beitreibung der Schuldforderungen und Streitsachen: Mittelstand, KMB, Sozialwirtschaft	3 000		
MA	86	03	10	Ertrag bei Beteiligungsverzicht und Rückzahlung der bewilligten Mittel im Rahmen der Entwicklung und der Umstrukturierung der Betriebe	0		
MA	86	04	10	Beitreibung von Vorschüssen und Gebühren, die durch Strategieabkommen gewährt werden (ex SDRW – C.P.T.E.I.)	0		
MA	86	05	10	Fonds für industrielle Erneuerung (zweckgebundene Einnahmen für den FRI : Basisartikel 51.07, Programm 02, Organisationsbereich 18)	0		
MA	86	03	70	Einnahmen in Anwendung des Dekrets vom 3. Juli 2008 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds für die Forschung: Basisartikel 01.01, Programm 34, Organisationsbereich 18)	24 000		
				<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 18</i>		28 500	
				<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		24 000	
				<i>Gesamtbetrag für Sektor III.</i>		76 832	
				<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		60 889	
				<i>Gesamtbetrag für TITEL II.</i>		904 303	
				<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		60 889	
TITEL III.- ERTRÄGE DER DARLEHEN							
Sektor II - Allgemeine nichtsteuerliche Einnahmen							
				Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 12 Haushalt, Logistik, Informations- und Kommunikationstechnologie			
LA	96	01	10	Erträge der Darlehen mit einer Laufzeit länger als ein Jahr, in Euro	0		
LA	96	01	20	Erträge der Darlehen mit einer Laufzeit länger als ein Jahr, in ausländischer Währung	0		
				<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 12</i>		0	
				<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		0	
				<i>Gesamtbetrag für Sektor II.</i>		0	
				<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		0	
				<i>Gesamtbetrag für TITEL III.</i>		0	
				<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		0	
				ALLGEMEINER GESAMTBETRAG		12 272 191	
				<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		246 967	
				<i>Gesehen, um dem Dekretentwurf beigelegt zu werden</i>			

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2016/27337]

21 DECEMBER 2016. — Decreet houdende de algemene ontvangstenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2017 (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor het begrotingsjaar 2017 worden de lopende ontvangsten van het Waalse Gewest geraamd op 11.367.888 duizend euro, overeenkomstig Titel I van de bij dit decreet gevoegde tabel.

Art. 2. Voor het begrotingsjaar 2017 worden de kapitaalontvangsten van het Waalse Gewest geraamd op 904.303 duizend euro, overeenkomstig Titel II van de bij dit decreet gevoegde tabel.

Art. 3. De belastingen en taksen geïnd ten bate van het Gewest die op 31 december 2016 bestaan, zullen worden ingevorderd tijdens het jaar 2017, overeenkomstig de wetten, decreten en tarieven die de grondslag en de inning daarvan regelen.

Art. 4. § 1. De Minister van Begroting wordt gemachtigd tot dekking, door leningen die zowel in België als in het buitenland mogen worden uitgegeven, in euro of in vreemde valuta :

1° van de financiering van de begrotingsuitgaven niet gedekt door de begrotingsontvangsten;

2° van de terugbetaling van de nog niet afgeschreven leningen en obligaties van in euro of in vreemde valuta uitgeschreven leningen waarvan de eindtermijn in 2017 is vastgesteld;

3° van de vervroegde gehele of gedeeltelijke terugbetaling van in euro of in vreemde valuta uitgeschreven leningen, overeenkomstig de bepalingen van de ministeriële emissiebesluiten of leningsovereenkomsten;

4° van de verrichtingen van dagelijks beheer van de Schatkist of van de in het belang van de Schatkist verwezenlijkte verrichtingen van financieel beheer, met inbegrip van de voor hun goede afloop nodige beleggingen.

§ 2. De Minister van Begroting wordt ertoe gemachtigd, met instemming van de houders en overeenkomstig de marktvoorwaarden, bestaande leningen geheel of ten dele om te zetten in leningen van het type « Thesauriebewijzen op lange termijn » en de termijn ervan aan te passen.

Art. 5. De Minister van Begroting is gemachtigd :

1° tot het scheppen van thesauriebewijzen of van andere financieringsmiddelen die interest opbrengen, ten belope van het bedrag van de af te sluiten leningen, zowel in België als in het buitenland, in euro of in vreemde valuta;

2° tot uitvoering van elke verrichting van dagelijks beheer van de Schatkist of van elke verrichting van financieel beheer die verwezenlijkt wordt in het algemeen belang van de Schatkist, met inbegrip van het afsluiten van beleggingsovereenkomsten die voor hun goede afloop noodzakelijk zijn en met inachtneming van het voorzichtigheidsprincipe;

3° tot aanpassing van de terugbetalingsvoorwaarden en -termijnen, met instemming van de uitleners, wat betreft de door het Waalse Gewest in België of in het buitenland uitgeschreven privéleningen;

4° tot uitvoering van de in artikel 7, tweede lid, bepaalde financiële beheersverrichtingen wat betreft de door het Waalse Gewest in België of in het buitenland uitgeschreven leningen.

Art. 6. De voorlopige uitgaven inzake de samenstelling van activa (openbare leningen en thesauriebewijzen op lange termijn) en de bijkomende kosten, alsook de ontvangsten voortvloeiend uit de tegeldemaking van deze samengestelde activa, de bijkomende uitgaven en de ontvangsten die eruit voortvloeien kunnen geboekt worden op speciaal daartoe geopende bankrekeningen bij een in België gevestigde financiële instelling naar Belgisch recht, waarmee het Waalse Gewest een overeenkomst van financieel agent gesloten heeft, als wettelijk gevolg van het gebruik van de in artikel 6, 1°, bedoelde financiële middelen, inzonderheid de bepalingen van het koninklijk besluit van 22 december 1995 betreffende het toezicht op de instellingen die erkend zijn om rekeningen van gedematerialiseerde effecten van de Staat, de Gemeenschappen, de Gewesten, de provincies, de plaatselijke overheden of de openbare instellingen bij te houden.

De samengestelde activa kunnen ook ingeschreven worden op bijzondere effectenrekeningen die daartoe namens de Waalse Schatkist geopend zijn bij een in België gevestigde financiële instelling naar Belgisch recht, waarmee het Waalse Gewest een overeenkomst van financieel agent gesloten heeft, die wettelijk voortkomt uit het gebruik van de in artikel 6, 1°, bedoelde financiële middelen, inzonderheid de bepalingen van het koninklijk besluit van 22 december 1995 betreffende het toezicht op de instellingen die erkend zijn om rekeningen van gedematerialiseerde effecten van de Staat, de Gemeenschappen, de Gewesten, de provincies, de plaatselijke overheden of de openbare instellingen bij te houden.

Art. 7. De Minister van Begroting is ertoe gemachtigd volgende inkomsten af te trekken van de leningslasten van Wallonië :

1° de inkomsten van de in het kader van de beheersverrichtingen van de Schatkist waarvan sprake in artikel 5, 1° en 2°, belegde opbrengsten van leningen in euro;

2° de aan het Waalse Gewest toegewezen inkomsten of kapitalen ten gevolge van beheersverrichtingen van de Schatkist inzake interestenswap, arbitrages, risicodekkingen zoals de opties of andere verrichtingen verwezenlijkt door middel van leningen van Wallonië en om de financiële lasten ervan te verlagen.

Art. 8. De thesauriesaldi van de vorige « OWDR » kunnen bestemd worden voor artikel 76.01 van afdeling 15 (Fonds inzake grondbeleid).

Art. 9. In artikel D.361, § 1, van het decreet van 27 maart 2014 betreffende het Waalse Landbouwwetboek, wordt een punt 6° toegevoegd, luidend als volgt:

« 6° de ontvangsten uit de toewijzing, in het kader van een landinrichting, van landbouwkundige onroerende goederen verworven door het Waalse Gewest, overeenkomstig artikel D.288, § 2, zesde lid, mits toewijzing van de opleg bedoeld in artikel D.288, § 3. ».

Art. 10. § 1. Er wordt een heffing afgenomen voor de financiering van de kosten opgelopen door de « CWaPE » voor de uitvoering van het mechanisme van groene certificaten bedoeld in artikel 37 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt.

§ 2. De heffing is verschuldigd door de producenten van elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen en/of kwalitatieve warmtekrachtkoppeling die bij de « CWaPE » een verzoek indienen voor de toekenning van groene certificaten voor installaties met een nominaal vermogen hoger dan 10 kilowatts (kW).

§ 3. De heffing is verschuldigd per megawattuur (MWh) waarvan een indexmeting, meegedeeld aan de « CWaPE » vanaf 1 januari 2014, de productie bevestigt en die in aanmerking komt voor de toekenning van de groene certificaten. Het tarief per eenheid van de heffing, in euro per megawattuur (euro/MWh), is gelijk aan de waarde van een breuk, waarvan de teller gelijk is aan 1.800.000 euro en de noemer het geschatte aantal MWh is, die door de verschuldigde producenten tussen 1 januari 2017 tot 31 december 2017 worden gegenereerd.

Art. 11. § 1. De « CWaPE » raamt de elektriciteitsproducties uit hernieuwbare energiebronnen en/of kwalitatieve warmtekrachtkoppeling van de verschuldigten, in functie van de technische kenmerken van de installaties, van de historische gegevens en van externe elementen die de productie beïnvloeden.

De « CWaPE » berekent het tarief per eenheid van de heffing voor 2017 op basis van de aldus geraamde totale productie. Dit tarief is van toepassing op alle verschuldigten op een eenvormige wijze.

De « CWaPE » maakt het tarief van de heffing bekend.

Art. 12. De producent betaalt de heffing binnen de twee maanden na het versturen van de facturen. Onder voorbehoud van materiële fouten maakt het uitstel van de betaling de tegoeden op een effectenrekening van deze producent bij de « CWaPE » van rechtswege onbeschikbaar. De « CWaPE » wordt ertoe gemachtigd om de terugvordering van de heffing bij wanbetalende schuldenaars verder te zetten.

Deze heffing is ten laste van de verschuldigde producenten van groene elektriciteit in de zin van artikel 9 en mag niet worden verhaald op de consumenten.

Art. 13. Overeenkomstig artikel 6, 3° van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, van de boekhouding en van de rapportage van de Waalse overheidsbestuursseenheden, kan de invordering van de niet-fiscale ontvangsten door de ontvanger opgegeven worden wanneer de kosten van de invordering hoger is dan het bedrag van het vastgestelde recht.

Art. 14. Artikel 253, 5°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, vervangen bij de wet van 6 juli 1994 en gewijzigd bij de decreten van 6 december 2001 en 22 oktober 2003, wordt vervangen door wat volgt:

« 5° de onroerende goederen gelegen in het Waalse Gewest en opgenomen in de omtrek van een Natura 2000-gebied, van een natuurreservaat of een bosreservaat of opgenomen in de omtrek van een gebied dat in aanmerking komt voor het Natura 2000-netwerk en onderworpen is aan de primaire beschermingsregeling; ».

HOOFDSTUK II. — *Maatregelen inzake registratierechten*

Afdeling 1. — Wijzigingen in de bepalingen van Hoofdstuk IV « Vaststelling van de rechten » van het Wetboek der Registratie-, Hypotheek- en Griffierechten

Onderafdeling 1. — Overdracht van onderneming

Art. 15. In artikel 140*bis* van hetzelfde Wetboek, wordt paragraaf 1, 1°, derde lid, ingevoegd bij het decreet van 10 december 2009, gewijzigd bij het decreet van 10 mei 2012, vervangen door wat volgt :

« In geval van overdracht van landbouwgronden aan de uitbater of medeuitbater van de landbouwactiviteit die er uitgeoefend wordt, alsook in rechtstreekse lijn, tussen echtgenoten en wettelijke samenwonenden, worden die gronden, naar aanleiding van de overdracht van elke quotiteit van de landbouwactiviteit die er uitgeoefend wordt, desalniettemin beschouwd als goederen die een universaliteit van goederen, een bedrijfstak of een handelsfonds uitmaken, waarmee de schenker alleen of samen met andere personen op de dag van de schenking een landbouwactiviteit uitoefent op voorwaarde dat die gronden op de datum van de schenking het voorwerp van een pacht uitmaken overeenkomstig Afdeling 3 van Boek III, Titel VIII, Hoofdstuk II, van het Burgerlijk Wetboek. In dat geval is de onderneming, in de zin van de voorwaarden bedoeld in § 2, 1°, en in artikel 140*quinquies*, § 1, 1°, 2° en 3°, het landbouwbedrijf van de effectieve uitbater van de landbouwactiviteit die op die gronden uitgeoefend wordt, waarbij die onderneming beschouwd wordt in haar geheel en in haar toestand na overdracht van de gronden. Voor de overdracht via schenking van landbouwgronden van een oppervlakte groter dan 150 ha, wordt het tarief bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, echter gebracht op 3% en de landbouwkundige bedrijfsvoorwaarde van deze gronden wordt gebracht op 15 jaar. Voor de bepaling van deze 150 ha, wordt er rekening gehouden met de gronden die door schenking zijn overgedragen binnen de 5 voorgaande jaren onder het stelsel inzake overdracht van onderneming.

Art. 16. In artikel 140*quinquies* van hetzelfde Wetboek, in paragraaf 2, ingevoegd bij de wet van 22 december 1998, gewijzigd bij het decreet van 3 februari 2005, bij het decreet van 15 december 2005, worden de woorden « en van artikel 140*bis*, § 1, 1°, derde lid » ingevoegd tussen de woorden « de voorwaarden van § 1 » en de woorden « niet meer vervuld zijn ».

Art. 17. In artikel 140^{sexies} van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 22 december 1998, gewijzigd bij het decreet van 3 februari 2005, gewijzigd bij het decreet van 15 december 2005, wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

« De opvolger(s) die in aanmerking is (zijn) gekomen voor de verlaging van het recht bedoeld in artikel 140^{bis}, § 1, 1^o, derde lid, kan (kunnen) voorstellen om het verschuldigde recht te betalen overeenkomstig de artikelen 131 tot 140 vermeerderd met de wettelijke interest tegen de rentevoet bepaald in burgerlijke zaken, opeisbaar te rekenen van de datum van registratie van de schenking, te betalen vóór het verstrijken van de termijn bedoeld in artikel 140^{bis}, § 1, 1^o, derde lid. ».

Art. 18. In artikel 140^{septies} van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 22 december 1998, gewijzigd bij het decreet van 3 februari 2005, opgeheven bij het decreet van 15 december 2005, hersteld bij het decreet van 30 april 2009, wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

« Het overeenkomstig artikel 140^{quinquies}, § 2, opeisbaar recht is evenwel niet opeisbaar indien het zakelijk recht op de goederen waarop het verlaagd recht werd toegepast, het voorwerp uitmaakt van een overdracht ten kosteloze titel ten voordele van de oorspronkelijke schenker alvorens de termijn van vijftien jaar is verstreken gedurende dewelke de voorwaarden van artikel 140^{bis}, § 1, 1^o, derde lid, moeten behouden blijven. ».

HOOFDSTUK III. — *Maatregelen inzake successierechten*

Art. 19. In artikel 60^{bis} van het Wetboek der successierechten, wordt paragraaf 1, 1^o, derde lid, ingevoegd bij het decreet van 17 december 1997, vervangen bij het decreet van 15 december 2005, gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009, gewijzigd bij het decreet van 10 mei 2009, gewijzigd bij het decreet van 10 mei 2012, vervangen als volgt :

« In geval van successorale overdracht van landbouwgronden aan de uitbater of medeuitbater van de landbouwactiviteit die er uitgeoefend wordt, alsook in rechtstreekse lijn, tussen echtgenoten en wettelijke samenwonenden, worden die gronden, naar aanleiding van de overdracht van elke quotiteit van de landbouwactiviteit die er uitgeoefend wordt, desalniettemin beschouwd als goederen die een universaliteit van goederen, een bedrijfstak of een handelsfonds uitmaken, waarmee de schenker alleen of samen met andere personen op de overlijdensdatum een landbouwactiviteit uitoefent op voorwaarde dat die gronden op de overlijdensdatum het voorwerp van een pacht uitmaken overeenkomstig Afdeling 3 van Boek III, Titel VIII, Hoofdstuk II, van het Burgerlijk Wetboek. In dat geval is de onderneming, in de zin van de voorwaarden bedoeld in paragraaf 1^{bis}, en in paragraaf 3, 1^o, 2^o en 3^o, het landbouwbedrijf van de effectieve uitbater van de landbouwactiviteit die op die gronden uitgeoefend wordt, waarbij die onderneming beschouwd wordt in haar geheel en in haar toestand na overdracht van de gronden. Voor de overdracht van landbouwgronden van een oppervlakte groter dan 150 ha, wordt het tarief bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, echter gebracht op 3% en de landbouwkundige exploitatievoorwaarde van deze gronden wordt gebracht op 15 jaar vanaf de overlijdensdatum. Voor de bepaling van deze 150 ha wordt er rekening gehouden met de gronden die door schenking zijn overgedragen binnen de 5 voorgaande jaren vóór de overlijdensdatum gecumuleerd met de gronden ontvangen bij erfopvolging.

Art. 20. In artikel 60^{bis} van hetzelfde Wetboek, wordt het eerste lid van paragraaf 4, ingevoegd bij het decreet van 3 februari 2005, vervangen bij het decreet van 15 december 2005, gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009, aangevuld door wat volgt :

« en in geval van een successorale overdracht bedoeld in paragraaf 1, 1^o, derde lid, als ze opgehouden hebben met de exploitatie vóór het verstrijken van de termijn van vijftien jaar voorgeschreven bij paragraaf 1, 1^o, derde lid, het geheel of een gedeelte van de gronden bedoeld in paragraaf 1, 1^o, derde lid. ».

Art. 21. In artikel 60^{bis} van hetzelfde Wetboek, wordt paragraaf 5 aangevuld met een derde lid, luidend als volgt:

« Het eerste lid en het tweede lid zijn mutatis mutandis van toepassing op het stelsel ingesteld bij paragraaf 1, 1^o, derde lid, vóór het verstrijken van de termijn van vijftien jaar bedoeld bij deze bepaling. ».

HOOFDSTUK IV. — *Waterbeleid*

Art. 22. Artikel D.267, tweede lid, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt vervangen als volgt :

« De eenheidsbelasting per kubieke meter geloosd afvalwater, bedoeld in artikel D.259, 2^o, wordt vastgelegd op :

- 1,935 euro van 1 januari 2015 tot 31 december 2015;

- 2,115 euro vanaf 1 januari 2016. ».

Art. 23. In artikel D.330-1 van hetzelfde Boek, worden de woorden « met uitzondering van de belasting bedoeld in artikel D.267 » ingevoegd tussen de woorden « Wetboek » en « wordt ».

HOOFDSTUK V. — *Bepalingen tot wijziging van het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en –valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen*

Art. 24. In artikel 5 van het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en –valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen, wordt paragraaf 1 vervangen door de volgende bepaling :

« § 1^{er}. Het bedrag van de belasting op het storten van huisafval in « C.E.T. » wordt vastgelegd op 100 euro/ton ».

In paragraaf 2 van hetzelfde artikel, worden de woorden « voor brandbaar afval » toegevoegd na de woorden « voor gevaarlijk afval ».

Art. 25. In artikel 6, § 1, van hetzelfde decreet, wordt een punt 13 ingevoegd, luidend als volgt :

« 13° 55 euro/ton als het gaat om niet-brandbare afval waarvoor geen ander verlaagd percentage wordt toegepast krachtens dit artikel. De Regering kan een lijst vaststellen van afval dat al dan niet brandbaar wordt geacht te zijn. Afval met een percentage van gloeiverlies hoger dan 10 % en een totale hoeveelheid organische koolstof hoger dan 6 % wordt geacht brandbaar te zijn en komt niet in aanmerking voor het voordeel van het percentage. ».

Art. 26. In artikel 26/1, eerste lid, van hetzelfde fiscaal decreet, worden de woorden « Voor het kalenderjaar 2016 » vervangen door de woorden « Voor de jaren 2016 tot 2021 ».

Art. 27. In hetzelfde fiscaal decreet, wordt een artikel 26/5 toegevoegd, luidend als volgt :

« Art. 26/5. Als de belastingplichtige ervoor kiest om een overeenkomst met de Regering te sluiten met betrekking tot de organisatie van zijn bijdrage tot het gewestelijk beleid inzake preventie, hergebruik en beheer van de aan de terugnameplicht onderworpen afval, wordt de belasting dan betaald via een schikkingsprocedure.

De overeenkomst bedoeld in het eerste lid bevat minstens, voor elk betrokken jaar :

1° de verbintenis van de belastingplichtige om een jaarlijkse bijdrage per inwoner ter beschikking te stellen van een bedrag dat minstens gelijk is aan het bedrag van de belasting;

2° de modaliteiten in verband met de storting van de bijdrage;

3° de overlegmodaliteiten betreffende de bestemming van de bijdrage;

4° een lijst van gewestelijke acties die door de bijdrage worden gefinancierd.

Het aantal inwoners wordt bepaald aan de hand van de meest recente bevolkingsstatistieken die op 1 januari van elk jaar beschikbaar zijn.

De uitvoering van de overeenkomst maakt het voorwerp uit van een evaluatie en van een jaarlijk verslag van het Bestuur, voorgelegd aan de Regering.

Bij niet-uitvoering door de belastingplichtige van een of meerdere van de verplichtingen vervat in de overeenkomst, kan de Regering een einde maken aan de overeenkomst vóór het verstrijken ervan ».

Art. 28. In artikel 53 van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake Waalse gewestelijke belastingen, wordt de volgende bepaling ingevoegd:

« In afwijking van het eerste lid wordt elke belasting inzake afval, als er een gerechtelijk beroep wordt ingediend, vermeerderd met de boete, de interest en de kosten, beschouwd als een zekere en vaststaande schuld die op alle wijzen van uitvoering mag worden ingevorderd. ».

HOOFDSTUK VI. — Slotbepalingen

Art. 29. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2017.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 21 december 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,
M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,
J-C. MARCOURT

De Minister van Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid, Huisvesting en Energie,
P. FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
C. LACROIX

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens, afgevaardigde voor de
Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN

Nota

(1) *Zitting 2016-2017.*

Stukken van het Waals Parlement, 626 (2016-2017) Nrs. 1 tot 5.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 21 december 2016.

Bespreking.

Stemming

Ontvangstenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2017

(duizend EUR)

Ord. Minister	Artikel	AANWIJZING VAN DE OPBRENGSTEN	Aanvankelijke ramingen	
			Per artikel	Totaal
		TITEL I - LOPENDE ONTVANGSTEN		
		Sector I - Fiscale ontvangsten		
		Specifieke fiscale ontvangsten – Organisatieafdeling 15 Landbouw, Landelijke aangelegenheden en leefmilieu		
CD	36 01 20	Belastingen op het lozen van afvalwater, op de milieulasten en op de winningen van tot drinkwater verwerkbaar grondwater, retributies en voorheffingsbelastingen op waterwinningen geïnd krachtens het Waterwetboek (ontvangsten toegewezen aan het Fonds voor Leefmilieubescherming, afdeling Waterbescherming : basisallocatie 01.03, programma 13, organisatieafdeling 15 en voor het internationaal solidariteitsfonds voor Water: basisallocatie 01.04, programma 13, organisatieafdeling 15)	53 872	
CD	36 01 70	(Gewijzigd) Belastingen en retributies geïnd krachtens het decreet van 25 juli 1991 betreffende de afvalstoffen (ontvangsten toegewezen aan het Fonds voor afvalbeheer: basisallocatie 01.01, programma 15, organisatieafdeling 15)	26 800	
CD	36 02 70	Belastingen en heffingen geïnd krachtens het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning (ontvangsten toegewezen aan het Fonds voor de bescherming van het Leefmilieu : basisallocatie 01.03, programma 13, organisatieafdeling 15)	260	
CD	36 03 70	(Gewijzigd) Belastingen op de instellingen die de terugnameplicht uitvoeren (ontvangsten toegewezen aan het Fonds voor afvalbeheer : basisallocatie 01.01, programma 15, organisatieafdeling 15)	3 000	
CD	38 01 50	Bedragen geïnd krachtens het decreet van 5 juni 2008 betreffende de beteugeling van milieuovertredingen (ontvangsten toegewezen aan het Fonds voor de bescherming van het Leefmilieu: basisallocatie 01.03, programma 13, organisatieafdeling 15)	650	
		Organisatieafdeling 15		84 582
		Waaronder toegewezen ontvangsten		84 582
		Specifieke fiscale ontvangsten – Organisatieafdeling 16 Ruimtelijke Ordening, woning, erfgoed en energie		
CD	36 01 90	(Gewijzigd) Belastingen op de afgedankte bedrijfsruimten (ontvangsten toegewezen aan het Saneringsfonds voor de te renoveren bedrijfsruimten en de gebieden voor landschappelijk en milieuhetstel : basisallocatie 01.01, afdeling 16, programma 03)	258	
FU	36 02 90	Belasting op windmasten	0	
CD	36 03 90	(Nieuw) Belastingen op planwinsten overeenkomstig artikel D.VI.48 van het Wetboek van Ruimtelijke Ordening (ontvangsten toegewezen aan het Saneringsfonds voor de te renoveren bedrijfsruimten en de gebieden voor landschappelijk en milieuhetstel : basisallocatie 01.01, afdeling 16, programma 03)	0	
		Organisatieafdeling 16		258
		Waaronder toegewezen ontvangsten		258
		Specifieke fiscale ontvangsten - Organisatieafdeling 17 Plaatselijke besturen, sociale actie en gezondheid		
FU	36 01 90	Belasting op masten, pylonen of antennes toegewezen aan de uitvoering, rechtstreeks met het publiek, van een mobiele telecommunicatieverrichting door de operator van een openbaar telecommunicatienet	21 945	
		Organisatieafdeling 16		21 945
		Waaronder toegewezen ontvangsten		0
		Algemene fiscale ontvangsten – Organisatieafdeling 19 Begroting, Logistiek en Informatie- en communicatietechnologieën		
LA	36 01 40	Registratierechten voor overdracht van onroerende goederen onder bezwarende titel	1 028 954	
LA	36 02 40	Registratierechten voor de vestiging van een hypotheek op een onroerend goed gelegen in België	116 855	
LA	36 03 40	Registratierechten op de gedeeltelijke of gehele verdelingen van onroerende goederen gelegen in België, de afstanden onder bezwarende titel tussen medeëigenaren, van onverdeelde gedeeltes van zulke goederen	23 813	
LA	36 01 60	De verkeersbelasting op autovoertuigen	454 024	
LA	36 02 60	(Gewijzigd) Inverkeersstellingsbelasting (eco-malus inbegrepen)	116 250	
LA	36 01 80	Belastingen op verlaten woningen	0	
LA	36 02 90	Belasting op de spelen en weddenschappen	23 000	
LA	36 03 90	Belasting op de automatische ontspanningstoestellen	18 800	
LA	36 04 90	Belasting op de opening van slijterijen	0	
LA	36 05 90	Kijk- en luistergeld	100 145	
LA	36 07 90	Belastingen op automaten	19 502	
LA	37 01 0	Onroerende voorheffing	34 783	
LA	37 02 0	(Gewijzigd) Renten en boeten op gewestelijke belastingen (artikel 6 §5, van de bijzondere wet van 13 juli 2001 en DGO7)	14 839	
LA	56 01 50	Registratierechten op de schenkingen onder levenden van roerende of onroerende goederen	123 851	
		Organisatieafdeling 19		2 074 816
		Waaronder toegewezen ontvangsten		0
		Totaal Sector I		2 181 601
		Waaronder toegewezen ontvangsten		84 840
		Ontvangsten m.b.t het personeel FWB van eWbs		
		Organisatieafdeling 09		
LA	11 1 11	Waaronder toegewezen ontvangsten	1 867	
		Totaal Organisatieafdeling 09		1 867
		Waaronder toegewezen ontvangsten		0

			Algemene ontvangsten - Organisatieafdeling 10		
PM	16	01	12	Opbrengst van studies en verkoop van publicaties op het gebied van statistieken	0
PM	16	02	12	Inschrijvingskosten voor door het Gewest ingerichte manifestaties	0
PM	38	01	50	Begrotingsfonds inzake de Nationale Loterij (Ontvangsten toegewezen aan het Begrotingsfonds inzake de Nationale Loterij): basisallocatie 01.01, programma 03, organisatieafdeling 10)	4 503
				<i>Organisatieafdeling 10</i>	4 503
				<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>	4 503
				Algemene ontvangsten - Organisatieafdeling 11 Personeel en algemene zaken	
LA	11	01	11	Terugbetalingen in verband met gedane uitgaven voor wedden, toelagen en sociale lasten van de personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst	2 000
LA	11	02	11	(Nieuw) Terugbetaling van door de Europese Unie medegefinancierde bezoldigingen	3 255
LA	11	03	11	Terugbetaling aan de SPW van de wedden en toelagen van de gewestelijke Ontvangers	11 276
LA	11	01	40	Bijdrage van het personeel van de SPW in de aankoop van maaltijdcheques	30
				<i>Organisatieafdeling 11</i>	16 561
				<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>	0
				Algemene ontvangsten - Organisatieafdeling 12	
LA	06	01	00	Allerhande opbrengsten	10 000
LA	06	02	00	Terugbetaling van ten onrechte betaalde bedragen	4 000
LA	08	01	10	Terugbetaling van de bedragen m.b.t. de uitgaven van de diensten van het Gewest die controle uitoefenen op de aan de wetten van 10 juni 1937 en 16 maart 1954 onderworpen I.O.N. en op andere pararegionale instellingen	0
LA	11	01	11	Ontvangsten m.b.t. het personeel FWB van de nieuwe CIF	250
LA	12	01	11	Storting van de niet-aangewende sommen door de rekenplichtigen	3 000
LA	16	03	12	Terugvordering van bedragen in verband met uitgaven voor materieel en diensten gedaan voor de werking van de besturen, met inbegrip van de verkoop van niet meer gebruikte goederen	10
LA	16	04	12	Opbrengst van de verkoop van niet-duurzame goederen en diensten	0
LA	16	05	12	Lopende ontvangsten voortkomend uit het beheer van het gewestelijk vermogen	0
LA	16	06	12	Opbrengsten van de verhuring van niet-specifieke goederen	500
LA	26	01	10	Beleggingsinteressen	0
LA	26	02	10	Opbrengst van de verrichtingen op de overschotten van uitgaven van leningen	0
LA	38	01	00	Terugvordering van schuldvorderingen waarover geschil bestaat	800
LA	38	01	10	Voorheffing op borgsommen en opbrengsten van borgsommen na faillissementen	10
LA	38	02	10	Opbrengst van de afhoudingen en van de boetes voor te late oplevering van aannemingen	80
LA	46	01	40	Bijdrage van het Egalisatiefonds voor begrotingen van het Waalse Gewest	0
LA	49	02	24	Door de Franse Gemeenschap overgedragen middelen	355 922
LA	49	03	24	Door de Franse Gemeenschap overgedragen middelen (te schrappen)	0
LA	49	04	24	Door de Franse Gemeenschap overgedragen middelen - Definitieve berekening vorig begrotingsjaar	3 406
LA	49	05	24	Uitzonderlijke dotatie van de Franse Gemeenschap (te schrappen)	0
LA	49	05	41	Middelen verbonden aan overgedragen bevoegdheden	2 590 417
LA	49	06	24	Van de CFWB geïnde middelen (Sainte Emilie akkoorden)	3 454 465
LA	49	01	41	Door de Regie der Gebouwen aan het Gewest verschuldigde achterstallige ontvangsten	0
LA	49	02	41	Dotatie Federal groep spelen en weddenschappen	3 703
LA	49	04	41	Federale dotatie TC/TMC	6 312
LA	49	01	42	Toegekend aandeel van de personenbelasting	0
LA	49	02	42	Toegekend aandeel van de personenbelasting - Definitieve berekening vorig belastingjaar	0
LA	49	03	42	Toegekend aandeel van de personenbelasting - ontvangsten van opcentiemen <i>onder vermindering</i> van de verbonden fiscale uitgaven	2 569 182
LA	49	01	43	Belastingontheffingen	0
LA	49	02	43	Ontvangsten uit de verkeersboetes	43 902
				<i>Organisatieafdeling 12</i>	9 045 959
				<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>	0
				Specifieke ontvangsten - Organisatieafdeling 15 Landbouw, Landelijke aangelegenheden en leefmilieu	
CD	38	01	50	BEA - Ontvangsten van de rekening retributies (ontvangsten toegewezen aan het Begrotingsfonds voor het Dierenwelzijn : basisallocatie 01.02, programma 03, organisatieafdeling 15)	7
CD	38	02	50	Administratieve boetes geïnd krachtens de bepalingen van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren en de uitvoeringsbepalingen ervan (ontvangsten toegewezen aan het Begrotingsfonds voor het Dierenwelzijn : basisallocatie 01.02, programma 03, organisatieafdeling 15)	8
				<i>Totaal organisatieafdeling 15</i>	15
				<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>	15
				Algemene ontvangsten - Organisatieafdeling 16 Ruimtelijke Ordening, woning, erfgoed en energie	
				<i>Totaal organisatieafdeling 16</i>	0
				<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>	0
				Algemene ontvangsten - Organisatieafdeling 17 Plaatselijke besturen, sociale actie en gezondheid	
				<i>Totaal organisatieafdeling 17</i>	0
				<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>	0
				<i>Totaal Sector II</i>	9 068 905
				<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>	4 518

		Sector III – Specifieke ontvangsten			
		Specifieke ontvangsten - Organisatieafdeling 10			
CD	16 01 11	(Gewijzigd) Opbrengst van de verkoop van goederen en diensten inzake Geomatica	46		
		Totaal organisatieafdeling 10		46	
		Waaronder toegewezen ontvangsten		0	
		Specifieke ontvangsten – Organisatieafdeling 12 Begroting, Logistiek en Informatie- en communicatietechnologieën			
LA	21 01 10	Terugbetaling van het overschot van aanbetalingen van de schuldrente	0		
LA	26 01 10	Renteverschil voor leningen aangegaan door de "SWCS" voor de financiering van de activiteitenprogramma's 1986 en 1987	204		
		Totaal organisatieafdeling 12		204	
		Waaronder toegewezen ontvangsten		0	
		Specifieke ontvangsten - Organisatieafdeling 13 Wegen en gebouwen			
PR	16 01 11	Ontvangsten die voortvloeien uit de externe prestaties van de studiebureaus van de Waalse Overheidsdienst (ontvangsten toegewezen aan het Fonds voor technische studies: basisallocatie 01.04, programma 02, organisatieafdeling 13)	2 175		
PR	16 01 12	Opbrengsten van de verhuring van goederen	220		
MA	28 01 10	Inkomsten verbonden aan de exploitatie van de telecommunicatienetwerken	60		
PR	28 02 10	Retributies verbonden aan de exploitatie van langs het wegnnet gelegen aanpalende etablissementen	0		
FU	36 01 90	(Gewijzigd) Begrotingsfonds voor de bevordering en de ontwikkeling van de paardensportactiviteit (ontvangsten toegewezen aan het Begrotingsfonds voor de bevordering en de ontwikkeling van de paardensportactiviteit : basisallocatie 01.01, programma 11, organisatieafdeling 13)	800		
PR	36 02 90	Terugbetalingen door derden inzake beschadigingen aan het openbaar domein van het wegen- en autosnelwegennet van het Gewest - Opbrengst van de retributies en eigendomsmachtigingen toegekend op de wegen en autosnelwegen (ontvangsten toegewezen aan het Verkeer : basisallocatie 01.01, programma 02, organisatieafdeling 13)	15 469		
PR	38 01 50	Onmiddellijke inningen, transacties en strafboetes gebonden aan de overtredingen van de reglementering inzake verkeersveiligheid die vallen onder de bevoegdheid van de Gewesten (ontvangsten toegewezen aan het Fonds voor de gewestelijke verkeersovertredingen : basisallocatie 01.02, programma 02, organisatieafdeling 13)	300		
PR	39 01 10	EEG-programma Infrastructuur Vervoer - Wegen	0		
		Totaal organisatieafdeling 13		19 024	
		Waaronder toegewezen ontvangsten		18 744	
		Specifieke ontvangsten - Organisatieafdeling 14 Mobiliteit en waterwegen			
RC	06 01 00	Ontvangsten voortkomend uit de activiteit van de vliegvelden	0		
PR	16 02 11	Ontvangsten voortkomend uit de activiteit van de gewestelijke stuwdammen	100		
CD	16 02 12	Huuropbrengst van de door het Bestuur Vervoer beheerde goederen	0		
CD	16 03 12	Ontvangsten voortkomend uit de abonnementen voor leerlingenvervoer	0		
RC	16 04 12	Opbrengsten van de verhuring van goederen	122		
PR	28 03 10	Terugbetalingen door derden inzake beschadigingen aan het openbaar domein van het wegen- en autosnelwegennet van het Gewest - Opbrengst van de retributies en eigendomsmachtigingen toegekend op de waterlopen (ontvangsten toegewezen aan het Fonds van het rivierverkeer : basisallocatie 01.02, programma 11, organisatieafdeling 14)	2 000		
CD	38 01 30	Ontvangsten voortkomend uit de terugningen ingevolge schade veroorzaakt aan de voertuigen voor leerlingenvervoer	5		
PR	39 02 10	EEG-programma Infrastructuur Vervoer - Waterwegen	0		
PR	39 03 10	Allerhande ontvangsten geïnd inzake verkeersveiligheid (ontvangsten toegewezen aan het Fonds voor Verkeersveiligheid : basisallocatie	9 270		
		Totaal organisatieafdeling 14		11 497	
		Waaronder toegewezen ontvangsten		11 270	
		Specifieke ontvangsten – Organisatieafdeling 15 Landbouw, landelijke aangelegenheden en leefmilieu			
FU	36 06 90	Opbrengsten van het beheer van de broeikasgasemissierechten die zijn geïnd krachtens het decreet van 10 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een « Fonds wallon Kyoto » (Waals Kyotofonds) en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto, gewijzigd bij het decreet van 22 juni 2006 (toegewezen ontvangst op het Waals Kyotofonds: basisallocatie 01.02, programma 13, organisatieafdeling 15)	40 000		
RC	16 03 11	Ontvangsten voortkomend uit de boscentrale	180		
RC	16 05 11	Voorheffing op de opbrengst van de kappingen in het onverdeelde bos van de voormalige « Gruerie d'Arlon » (domaniale wet van 26 juli 1952, art.7) (ontvangsten toegewezen aan het beheersfonds voor de bossen van de voormalige « Gruerie d'Arlon » : basisallocatie 01.02, programma 11, organisatieafdeling 15)	91		
RC	16 06 11	Voorheffing op de opbrengst van de kappingen in het onverdeelde bos van Herbeumont (domaniale wet van 1 juli 1983, art. 1, 16) (ontvangsten toegewezen aan het beheersfonds voor het bos van Herbeumont : basisallocatie 01.03, programma 11, organisatieafdeling 15)	35		
RC	16 07 11	Opbrengst van de verkoop van kappingen en sprokkelhout	11 000		
RC	16 08 11	Gewestelijk aandeel in opbrengst van verkoop van kappingen in de onverdeelde bossen	511		
CD	16 09 11	(Nieuw) Verkoop van diensten (ontvangsten toegewezen aan het Fonds voor afvalbeheer : basisallocatie 01.01, programma 15, organisatieafdeling 15)	10		
CD	16 10 11	(Nieuw) Allerhande opbrengsten (ontvangsten toegewezen aan het Fonds voor afvalbeheer : basisallocatie 01.01, programma 15, organisatieafdeling 15)	500		
CD	16 11 11	(Nieuw) Retributies voor de documenten in verband met de overdrachten (ontvangsten toegewezen aan het Fonds voor afvalbeheer : basisallocatie 01.01, programma 15, organisatieafdeling 15)	700		
CD	16 12 11	(Nieuw) Bijdrage van de landbouwsector in de vernietigings- en verwerkingskosten m.b.t. geslachte fokdieren (ontvangsten toegewezen aan het Fonds voor afvalbeheer : basisallocatie 01.01, programma 15, organisatieafdeling 15)	770		
CD	16 13 11	(Nieuw) Bijdrage van de intercommunalen in de werking van het « dioxinenetwerk » (ontvangsten toegewezen aan het Fonds voor afvalbeheer : basisallocatie 01.01, programma 15, organisatieafdeling 15)	400		
CD	16 14 11	(Nieuw) Ontvangsten bijstookinstallaties opdracht van algemeen belang (ontvangsten toegewezen aan het Fonds voor afvalbeheer : basisallocatie 01.01, programma 15, organisatieafdeling 15)	2 200		
RC	16 05 12	Verkoop van wildbraad en bijdragen van de genodigden op de Koninklijke Jachten	20		
CD	16 06 12	Bijdrage in het kader van de prestaties voor de identificatie en registratie van honden (ontvangsten toegewezen aan het Begrotingsfonds voor het Dierenwelzijn : basisallocatie 01.02, programma 03, organisatieafdeling 15)	170		
RC	26 02 10	Kredietrente uitbetaald door de schuldenaars van het Ruilverkavelingscomité en van het Comité voor landinrichting die in aanmerking komen voor een terugbetaling in termijnen van hun rekeningssaldo	5		
RC	28 01 30	Opbrengsten die voortvloeien uit de eigendom van de onroerende goederen verworven in het kader van het landbouwgrondbeleid (ontvangsten toegewezen aan het Begrotingsfonds inzake het landbouwgrondbeleid : basisallocatie 01.02, programma 12,	128		
RC	28 02 30	Opbrengst van de huur van het jachtrecht	1 600		
RC	31 01 32	Terugbetaling van subsidies en voorschotten in het kader van programma's of projecten voor technisch en wetenschappelijk onderzoek	0		
RC	31 02 32	Ontvangsten geïnd krachtens het beschikking gedeelte van de begroting (ontvangsten toegewezen aan het begrotingsfonds G.B.C.S. : : basisallocatie 01.04, programma 04, organisatieafdeling 15)	130		

RC	31	03	32	Forfaitaire vergoedingen verbonden met het Landbouwkundige boekhoudkundige informatienetwerk	77	
RC	36	03	90	Heffingen en beloningen geïnd krachtens het Landbouwwetboek, artikel D.193 (ontvangsten toegewezen aan het Begrotingsfonds voor de kwaliteit van dierlijke en plantaardige producten : basisallocatie 01.01, programma 03, organisatieafdeling 15)	625	
RC	37	01	70	Gewestelijk aandeel in de opbrengst van de vis-, jacht- en vogelachtvergunningen en de desbetreffende examens	4 220	
CD	37	02	70	Dossierrechten geïnd krachtens artikel 22 van het Besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 tot voorkoming van de luchtverontreiniging door de centrale verwarmingsinstallaties voor de verwarming van gebouwen of de productie van sanitair warm water en tot beperking van het energiegebruik ervan (ontvangsten toegewezen aan het Fonds voor Leefmilieubescherming: basisallocatie 01.03, programma 13, organisatieafdeling 15)	200	
CD	37	03	70	Dossierrechten geïnd voor de afgifte van het eensluidend verklaard uittreksel van de databank betreffende de toestand van de bodems (ontvangsten voor het Fonds voor Leefmilieubescherming: basisallocatie 01.03, programma 13, organisatieafdeling 15)	3 045	
CD	37	04	70	(Nieuw) Dossierrechten met betrekking tot de indiening van een studie of van een project inzake de sanering van bodems (ontvangsten toegewezen aan het Fonds voor Leefmilieubescherming : basisallocatie 01.03, programma 13, organisatieafdeling 15)	27	
CD	38	01	10	Opbrengst van bijdragen die voortkomen uit de verdelers, erkende saneringsinstellingen en de SPGE op vrijwillige basis en uit diverse schenkingen en legaten aan het Internationaal solidariteitsfonds voor Water (ontvangsten toegewezen aan het Internationaal solidariteitsfonds voor Water : basisallocatie 01.04, programma 13, organisatieafdeling 15)	0	
CD	38	02	50	Verschiedende giften en legaten aan het Fonds voor Dierenwelzijn (ontvangsten toegewezen aan het Begrotingsfonds voor het Dierenwelzijn : basisallocatie 01.02, programma 03, organisatieafdeling 15)	0	
CD	38	03	50	(Gewijzigd) Ontvangsten geïnd voor de tegemoetkoming van de instelling belast met de terugnameplicht van huisafval overeenkomstig artikel 13, § 1, 12° van het samenwerkingsakkoord van 4 november 2008 betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval (ontvangsten toegewezen aan het Fonds voor afvalbeheer : basisallocatie 01.01, programma 15, organisatieafdeling 15)	1 975	
CD	46	01	40	(Nieuw) Terugbetaling van overtollige subsidies (ontvangsten toegewezen aan het Fonds voor afvalbeheer – afdeling Fost Plus: basisallocatie 01.01, programma 15, organisatieafdeling 15)	0	
CD	49	01	10	Terugbetaling van voorschotten toegekend in het kader van Europese projecten en in verband met het door de EEG medegefinancierde gedeelte (ontvangsten toegewezen aan het Fonds voor leefmilieubescherming: basisallocatie 01.03, programma 13, organisatieafdeling 15)	625	
				Totaal Organisatieafdeling 15		69 244
				Waaronder toegewezen ontvangsten		51 631
				Specifieke ontvangsten – Organisatieafdeling 16 Ruimtelijke Ordening, woning, erfgoed en energie		
FU	26	03	10	Renten op terugvorderbare voorschotten en aandeel in exploitatiewinsten van bedrijven inzake algemeen energiebeleid	0	
FU	26	04	10	Rente op terugvorderbare voorschotten inzake huisvesting	278	
CD	28	04	10	Retributies inzake wegebouwvergunningen	0	
FU	28	01	20	Uitgekeerde dividenden voortkomend uit het aandeel van het Gewest in het kapitaal van de erkende huisvestingsmaatschappijen	0	
FU	34	01	41	Winstaandeel gestort aan het Gewest door de instelling die de verzekering tegen het risico van inkomensverlies dekt	150	
FU	36	04	90	Ontvangsten die voortvloeien uit de administratieve boetes bedoeld in artikel 13ter van het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen alsook uit de sancties bedoeld in artikel 190, § 3 van hetzelfde Wetboek (ontvangsten toegewezen aan het Gewestelijke herhuisvestingsfonds) : basisallocatie 01.01, programma 12, organisatieafdeling 16	75	
FU	36	05	90	Ontvangsten die voortvloeien uit de administratieve boetes geïnd krachtens de artikelen 200bis en 200ter van het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen	210	
PR	36	05	91	(Nieuw) Ontvangsten voortkomend uit de Stad Namen en Interparking in het kader van het project « Grognon »	750	
FU	36	08	10	(Nieuw) Bijdrage van de « Société wallonne du Crédit social (Waalse Sociale Kredietmaatschappij) en het « Fonds du Logement des familles nombreuses de la Région wallonne » in de bezoldiging van de personeelsleden belast met de Auditopdrachten	300	
FU	38	02	10	Opbrengst van verschillende boeten en retributies verbonden met de organisatie van de elektriciteits- en gasmarkt die aan het Fonds toegekend zijn krachtens wettelijke, reglementaire of bij overeenkomst aangegane bepalingen met het oog op de financiering van de verplichtingen van openbare dienst in de elektriciteits- en gasmarkt (ontvangsten toegewezen aan het Energiefonds: basisallocatie 01.01, programma 31, organisatieafdeling 16)	15 000	
				Totaal organisatieafdeling 16		16 763
				Waaronder toegewezen ontvangsten		15 075
				Specifieke ontvangsten - Organisatieafdeling 17 Plaatselijke besturen, sociale actie en gezondheid		
PR	11	02	11	Terugbetalingen in verband met de overname van de bezoldigingen van het personeel van psychiatrische ziekenhuizen	0	
PR	39	04	10	Terugbetaling van de Europese medefinanciering	0	
				Totaal organisatieafdeling 17		0
				Waaronder toegewezen ontvangsten		0
				Specifieke ontvangsten - Organisatieafdeling 18 Ondernemingen, werk en onderzoek		
MA	16	09	11	Consultatiecontracten	5	
MA	16	10	11	Verhuring van industriële gebouwen overeenkomstig artikel 42 van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische	455	
MA	26	05	10	Renten voortvloeiend uit de toekenning van terugvorderbare voorschotten en obligatieleningen aan bedrijven in het kader van de ontwikkeling en herstructurering ervan	0	
MA	26	06	10	Rente op terugvorderbare voorschotten : Middenstand, K.M.O.'s, sociale economie	0	
MA	28	02	20	Aandeel in de exploitatiewinsten van openbare of privé bedrijven	0	
MA	31	05	32	Terugvordering op schuldvorderingen en geschillen : uitbreiding, herstructurering en ontwikkeling van bedrijven, industrie- en tewerkstellingszones	0	
MA	31	06	32	Terugvordering op schuldvorderingen en geschillen : Middenstand, K.M.O.'s, sociale economie	80	
MA	31	07	32	Terugvordering van tewerkstellingspremies op grond van de wet van 4 augustus 1978 en het decreet van 25 juni 1992 tot wijziging van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering	2	
TI	36	01	90	Opbrengsten uit de afgifte van beroepskaarten	62	
MA	38	01	20	Bijdragen verbonden met de toekenning van gewestelijke waarborgen	0	
TI	38	10	00	Opbrengsten uit de waarborgen van de dienstencheques	0	
MA	49	02	41	Bijkomende middelen toegekend door de federale overheid in het kader van de financiering van de sector sociale economie	0	
				Totaal organisatieafdeling 18		604
				Waaronder toegewezen ontvangsten		0
				Totaal Sector III		117 382
				Waaronder toegewezen ontvangsten		96 720
				Totaal TITEL I		11 367 888
				Waaronder toegewezen ontvangsten		186 078

		TITEL II - KAPITAALONTVANGSTEN			
		Sector I - Fiscale ontvangsten			
		Algemene fiscale ontvangsten – Organisatieafdeling 19 Begroting, Logistiek en Informatie- en communicatietechnologieën			
LA	56 02 50	Successierechten en rechten bij overdracht door overlijden	825 301		
		<i>Totaal organisatieafdeling 19</i>			825 301
		<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>			0
		<i>Totaal Sector I</i>			825 301
		<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>			0
		Sector II - Niet-fiscale algemene ontvangsten			
		Algemene ontvangsten - Organisatieafdeling 12			
LA	06 01 00	Diverse opbrengsten	30		
LA	06 02 00	Terugbetaling van ten onrechte betaalde bedragen	140		
LA	73 01 10	Terugvordering van de kosten van de voor rekening van derden uitgevoerde werken en onteigeningen	0		
LA	74 01 22	Storting van niet-aangewende sommen door de rekenplichtigen van de Waalse Overheidsdienst die hun verrichtingen doen door middel van geldvoorschotten	600		
LA	76 01 12	Opbrengst van de verkoop van niet gebruikte grondnemeningen	800		
LA	76 01 32	Opbrengst van de verkoop van gebouwen.	500		
LA	76 02 32	Opbrengst van de verkoop van onroerende goederen die voortvloeien uit het onroerend beheer van Gebouwen en Vestigingen	0		
LA	77 01 20	Opbrengst van de verkoop van andere vermogensgoederen.	0		
LA	77 02 20	Opbrengst van de verkoop van niet langer gebruikte of buiten dienst gestelde duurzame roerende goederen	100		
		<i>Totaal organisatieafdeling 12</i>			2 170
		<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>			0
		<i>Totaal Sector II</i>			2 170
		<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>			0
		Sector III – Specifieke ontvangsten			
		Specifieke ontvangsten – Organisatieafdeling 12 Begroting, Logistiek en Informatie- en communicatietechnologieën			
LA	06 01 00	Ontvangsten die voortvloeien uit het energiebeheer onroerende goederen van de Waalse Overheidsdienst (Rntvangsten toegewezen aan het Fonds voor Energiebeheer onroerende goederen: basisallocatie 01.01, programma 31, organisatieafdeling 12)	0		
LA	96 01 10	Rentverschil voor leningen aangegaan door de "SWCS" voor de financiering van de activiteitenprogramma's 1986 -1987	2 863		
		<i>Totaal organisatieafdeling 12</i>			2 863
		<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>			0
		Specifieke ontvangsten - Organisatieafdeling 14 Mobiliteit en waterwegen			
CD	16 01 11	Uitzonderlijke ontvangsten inzake leerlingenvervoer	45		
CD	57 01 20	Terugbetaling door de SRWT van meerwaarden en van de opbrengst van de verkoop van onroerende goederen	0		
		<i>Totaal organisatieafdeling 14</i>			45
		<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>			0
		Specifieke ontvangsten - Organisatieafdeling 15 Landbouw, landelijke aangelegenheden en leefmilieu			
RC	76 01 11	Opbrengsten uit de verkoop van domeinbossen	4 000		
RC	76 01 32	Opbrengsten die voortvloeien uit de verkoop en de toewijzing van onroerende goederen (ontvangsten toegewezen aan het begrotingsfonds voor het landbouwgrondbeleid: basisallocatie 01.02, programma 12, organisatieafdeling 15)	526		
RC	86 01 70	Opbrengsten die voortvloeien uit de invordering van de bedragen verschuldigd door de eigenaars, vruchtgebruikers en exploitanten aan het einde van de ruilverkavelingsverrichtingen of van verrichtingen gebonden aan landinrichting van landbouwgoederen	3 076		
RC	86 02 70	Opbrengsten voortkomend uit de terugvordering van de voorschotten toegekend voor technische uitgaven betreffende de toepassing van de wetgeving inzake ruilverkaveling of landinrichting van landbouwgoederen	600		
		<i>Totaal organisatieafdeling 15</i>			8 202
		<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>			526
		Specifieke ontvangsten - Organisatieafdeling 16 Ruimtelijke Ordening, woning, erfgoed en energie			
FU	51 01 12	Terugbetaling van aan openbare en privé instellingen toegekende toelagen inzake huisvesting	0		
FU	53 01 10	Terugbetaling van aan particulieren verleende huisvestingstegemoetkomingen	0		
CD	76 01 12	(Gewijzigd) Opbrengst van de doorverkoop van gebieden waarvoor een heraanleg nodig is en terugbetaling van toelagen toegekend inzake daadwerkelijke ruimtelijke ordening (Ontvangsten toegewezen aan het Fonds voor daadwerkelijke ruimtelijke ordening voor de renovatie van Waalse gebieden : basisallocatie 51.05, programma 03, organisatieafdeling 16)	100		
CD	76 02 12	(Gewijzigd) Opbrengst van de verkoop van de terreinen van het suikerfabriek van Genepiën (ontvangsten toegewezen aan het Saneringsfonds voor de te renoveren bedrijfsruimten en de gebieden voor landschappelijk en milieusterel : basisallocatie 01.01, afdeling 16, programma 03)	1 250		
CD	76 03 12	(Nieuw) Opbrengst van de doorverkoop van gebieden waarvoor een heraanleg nodig is en van de gebieden voor landschappelijk en milieusterel (ontvangsten toegewezen aan het Saneringsfonds voor de te renoveren bedrijfsruimten en de gebieden voor landschappelijk en milieusterel : basisallocatie 01.01, afdeling 16, programma 03)	0		
FU	76 02 32	Opbrengst van de verkoop van door de voormalige SDRW gebouwde woningen	0		
FU	86 01 10	Terugbetaling van terugvorderbare voorschotten inzake huisvesting	857		

CD	87	01	20	Terugbetaling van terugvorderbare voorschotten verleend voor het slopen van gebouwen opgetrokken met overtreding van de bepalingen van het Waalse wetboek van ruimtelijke ordening en stedenbouw	2	
FU	87	02	20	(Gewijzigd) Terugbetaling van voorschotten in het kader van het Ecopack/renopack-stelsel (ontvangsten toegewezen aan het Fonds met betrekking tot het Ecopack/renopack-stelsel : basisallocatie 01.01, programma 41, organisatieafdeling 16)	35 013	
				<i>Totaal organisatieafdeling 16</i>		37 222
				<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		36 363
				Specifieke ontvangsten - Organisatieafdeling 17 Plaatselijke besturen, sociale actie en gezondheid		
PR	86	02	10	Terugbetaling van terugvorderbare voorschotten toegekend aan psychiatrische ziekenhuizen	0	
				<i>Totaal organisatieafdeling 17</i>		0
				<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		0
				Specifieke ontvangsten - Organisatieafdeling 18 Ondernemingen, werk en onderzoek		
MA	51	02	12	Terugvordering op schuldvorderingen en geschillen : uitbreiding, herstructurering en ontwikkeling van bedrijven, industrie- en tewerkstellingszones	1 500	
MA	51	03	12	Terugvordering op schuldvorderingen en geschillen : Middenstand, K.M.O.'s, sociale economie	3 000	
MA	86	03	10	Obrengst van overdracht van aandelen en terugbetaling van kredieten toegekend in het kader van de ontwikkeling en herstructurering van ondernemingen	0	
MA	86	04	10	Terugvordering van voorschotten en retributies toegekend bij strategieovereenkomst (voormalige S.D.R.W.-C.P.T.E.I.)	0	
MA	86	05	10	Fonds voor industriële vernieuwing (ontvangsten toegewezen aan het FRI : basisallocatie 51.07, programma 02, organisatieafdeling 18)	0	
MA	86	03	70	Ontvangsten gelind overeenkomstig het decreet van 3 juli 2008 betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië (ontvangsten toegewezen aan het Onderzoeksfonds : basisallocatie 01.01, programma 34, organisatieafdeling 18)	24 000	
				<i>Totaal organisatieafdeling 18</i>		28 500
				<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		24 000
				<i>Totaal Sector III</i>		76 832
				<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		60 889
				<i>Totaal TITEL II</i>		904 303
				<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		60 889
				TITEL III - OPBRENGSTEN VAN LENINGEN		
				Sector II - Niet-fiscale algemene ontvangsten		
				Specifieke ontvangsten – Organisatieafdeling 12 Begroting, Logistiek en Informatie- en communicatietechnologieën		
LA	96	01	10	Opbrengst van leningen met een looptijd van meer dan een jaar, in euro	0	
LA	96	01	20	Opbrengst van leningen met een looptijd van meer dan een jaar, in vreemde munt	0	
				<i>Totaal organisatieafdeling 12</i>		0
				<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		0
				<i>Totaal Sector II</i>		0
				<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		0
				<i>Totaal TITEL III</i>		0
				<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		0
				ALGEMEEN TOTAAL		12 272 191
				<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		246 967
				<i>Gezien om te worden gevoegd bij het ontwerp van decreet</i>		